

l'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈSJEUDI 29 AOÛT 2024. | N° 24015. | 2,70 € | www.humanite.fr

MPOX, UNE PANDÉMIE SOUS SURVEILLANCE

La propagation du virus qui frappe la République démocratique du Congo met la planète en alerte.
Si l'épidémie n'est en rien comparable au Covid, la coopération s'organise entre États. P. 2

LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Angela Davis, le retour d'une femme libre

Après ses participations aux rassemblements
de notre journal en 1973 et 1991, cette figure
intellectuelle et militante majeure revient
en septembre pour des rencontres et des débats. P. 15





ÉDITORIAL
PAR MARION
D'ALLARD

Course d'obstacles

C'est reparti pour un tour de piste. Deux semaines et demie après l'extinction de la flamme, la cérémonie d'ouverture des jeux Paralympiques devait donner, mercredi, le coup d'envoi d'un second round palpitant. Les athlètes retrouvent l'arène, la vasque olympique, le ciel de Paris, et la capitale se pare, à nouveau, de ses atours de fête. L'acte I fut incontestablement une réussite, l'acte II prend le départ dans sa roue. Du parquet de l'Arena Bercy au macadam de Clichy, des cibles de Châteauroux aux jardins de Versailles, dans le chaudron du Stade de France, au Grand Palais sous sa verrière, au pied de la Dame de fer, les virtuoses du handisport jouent les prolongations.

La visibilité offerte par ces Jeux à la question du handicap est une formidable opportunité. De celles capables de faire avancer la société. Gageons qu'une fois la fenêtre médiatique refermée, le rideau ne retombera pas sur ce qui devrait être – et depuis longtemps – une priorité : l'inclusivité sous toutes ses formes. Si les jeux Olympiques étaient hautement politiques, les Paralympiques le sont plus encore.

Le validisme en France est une affaire tenace et, pour les personnes en situation de handicap, chaque jour est une

L'inclusion n'est pas l'apanage de la compétition sportive. Si grandiose soit-elle.

course d'obstacles : problèmes structurels d'accessibilité dans les transports, l'espace public, invisibilisation du trouble mental, retard considérable dans la prise en compte des déficiences visuelles et auditives. Las, les grands discours et les belles intentions ont fait long feu. Les politiques publiques et les crédits qui leur sont alloués doivent intégrer l'exigence de l'inclusivité. Lundi, des dizaines de milliers d'enfants handicapés seront refoulés du chemin de l'école, faute de structures accessibles, de personnel formé, de programmes adaptés... L'inclusion n'est pas l'apanage de la compétition sportive. Si grandiose soit-elle. En matière de handicap, les jeux ne sont pas faits. La parenthèse paralympique ne doit pas être refermée. ■

Le Mpox met la planète en état d'alerte

SANTÉ Si ce n'est pas « le nouveau Covid », comme le précise le directeur Europe de l'Organisation mondiale de la santé, Hans Kluge, vigilances nationales et coopérations internationales s'organisent face à une épidémie qui inquiète.

Le Mpox ou variole simienne ne vient pas juste d'apparaître. Ce virus est connu depuis longtemps, mais il a évolué et sa propagation actuelle en République démocratique du Congo (RDC) et dans les pays limitrophes inquiète la planète. Le spectre du Covid a envahi les imaginaires et prévenir la panique s'avère primordial. Si le terme Mpox paraît a priori hermétique, c'est tout d'abord pour le rendre plus neutre, moins offensant. En 2022, le virus s'appelait encore « monkeypox » ou variole du singe.

Mais l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a décidé de changer ce nom, à la suite de propos stigmatisants et racistes ciblant les populations africaines et la communauté homosexuelle en raison de l'histoire de ce virus. Présent aujourd'hui sur plusieurs continents, le Mpox ne touche plus exclusivement les singes et les rongeurs, mais aussi les êtres humains. La maladie a pu être repérée tout d'abord dans la communauté homosexuelle, mais elle concerne également d'autres groupes. Ainsi, la dernière souche observée en République démocratique du Congo atteint en grande majorité des enfants. Femmes enceintes et personnes immunodéficientes constituent aussi des populations à risque. Mais revenons à ses origines.

C'est quoi, le Mpox ?

Le virus a été découvert en 1958, au Danemark, sur des singes étudiés en laboratoire. Douze ans plus tard, les premiers cas humains sont détectés au Zaïre (devenu depuis République démocratique du Congo). Les animaux seraient la source des infections. Désormais, la transmission se fait aussi entre êtres humains. Fièvres, migraines, grande fatigue, maux de gorge, douleurs musculaires... les premiers symptômes apparaissent une à trois semaines après la contamination. Quelques jours après cette phase fébrile, les boutons surgissent. Ces vésicules impressionnantes, contenant un liquide, peuvent se répandre sur tout le corps. Suivant la souche virale, les éruptions cutanées peuvent aussi se concentrer sur la paume des mains, la plante des pieds ou les zones génitales. Dans la plupart des cas, les symptômes sont modérés, la maladie disparaît d'elle-même au bout d'un mois. Des traitements existent pour soulager la douleur, cicatriser les lésions et éviter les stigmates, protéger la cornée. Ils agissent en soutien et facilitent la guérison. Ce sont les surinfections et complications qui peuvent rendre la maladie mortelle.

Pourquoi l'OMS a-t-elle donné l'alerte ?

Le 14 août, l'OMS a déclaré une « urgence de santé publique de portée internationale » (Uspipi), la plus haute alerte sanitaire selon l'échelle onusienne. Son



Les symptômes du Mpox apparaissent une à trois semaines après la contamination.

TAMAR DUNDUA/ALAMY
STOCK PHOTO

VACCIN ÉTAT DES LIEUX DES DONS AUX PAYS TOUCHÉS

Plusieurs pays ont annoncé des dons de doses de vaccin aux pays les plus touchés par l'épidémie en cours de Mpox sur le continent africain. Après les 3 millions de doses promises par le Japon et les 50 000 des États-Unis, l'Union européenne s'est engagée sur 215 000 doses. Mardi 20 août, la France via Gabriel Attal a fait la promesse d'en rajouter 100 000. Lundi 26, Berlin via le porte-parole du chancelier allemand Olaf Scholz a annoncé la même quantité supplémentaire. Le lendemain, c'est le gouvernement espagnol de Pedro Sanchez qui a ajouté 500 000 doses. Aucun de ces vaccins n'a encore été déclaré reçu par les pays concernés. Avec presque 4 millions de doses promises sur les 10 millions nécessaires, selon l'agence de santé publique de l'Union africaine, le compte n'y est pas encore.

inquiétude ? L'apparition d'une nouvelle souche du Mpox en RDC : le clade 1B. Sa propagation rapide sur ce territoire et dans les pays voisins est « préoccupante » pour le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, et « si l'on ajoute à cela les épidémies imputables à d'autres clades du Mpox en RDC et dans d'autres pays d'Afrique, il est clair qu'une action internationale

coordonnée est nécessaire pour (les) enrayer et sauver des vies ».

Le clade 1B, apparu récemment, serait plus létal et toucherait une population plus large.

Le clade 1B, apparu récemment, serait plus létal et toucherait une population plus large. Cette situation n'est pas neuve. En 2022, l'agence internationale s'inquiétait déjà de la propagation du Mpox, alertant au même niveau la population mondiale. La souche était alors différente : on identifiait le clade 2B. Éclore en RDC, l'épidémie avait pénétré 75 pays, contaminant 97 000 personnes et provoquant 140 décès. L'alerte était levée un an plus tard, en mai 2023. Mais le taux de létalité du clade 2B était resté à un stade inférieur à 1 %. La dangerosité du virus actuellement en circulation en RDC est autrement plus préoccupante. Ce clade 1B aurait un taux de létalité de 3 % à 5 % et toucherait une population plus large, les enfants étant les premières victimes. Cette nouvelle souche commence

à voyager : un cas en Suède et un autre en Thaïlande ont été confirmés. « Le Mpox n'est pas le nouveau Covid », a tenu à rassurer très vite le directeur Europe de l'OMS, Hans Kluge. Mais cette expérience mondiale devrait permettre d'anticiper une coopération internationale pour un accès plus égalitaire aux traitements. Même le pape François a exhorté les « gouvernements » et « industries privées » à « partager les traitements disponibles » pour que « personne ne manque de soins ».

Quelle dangerosité en France ?

Un « état de vigilance maximale » du système de santé français a été décrété par le premier ministre démissionnaire Gabriel Attal, le 17 août. Pour l'instant, aucun cas de clade 1B n'a affecté le sol français. Mais l'irruption de cette souche hors du continent africain est surveillée de près. « Il est probable que d'autres cas importés de clade 1B soient enregistrés dans la région européenne au cours des prochains jours et des prochaines semaines », a averti la branche européenne de l'OMS « en raison des liens étroits entre l'Europe et l'Afrique ». En 2022, quand le premier cas de clade 2B avait été détecté en France, un plan de vaccination avait été déclenché deux mois plus tard, bien relayé par la communauté homosexuelle qui était le public cible, considéré comme un groupe à hauts risques. La contamination a pu être maîtrisée, même si elle n'a pas cessé.

Dix à vingt cas continuent d'être détectés chaque mois. Mais l'accès aux antibiotiques et aux vaccins en France peut permettre d'endiguer le développement du virus.

Attention aux intoxic et aux fake news

Rentrée scolaire reportée, confinement à prévoir... les fake news tournent sur les réseaux sociaux, ravivant les sceptiques et complotistes que la période Covid avait vu s'épanouir. Non, le Mpox n'a pas surgi en raison des vaccinations pour endiguer le Covid : il est apparu bien des années plus tôt. Le virus ne touche pas exclusivement la population homosexuelle et ne se transmet pas non plus uniquement par voies sexuelles, mais aussi par peau à peau, ou par l'intermédiaire de draps et objets souillés par les vésicules infectées du malade. Serrer la main d'une personne contagieuse ou lui parler longuement en face à face sont aussi des comportements à éviter. Le dispositif d'écoute Monkeypox Info Service (1) a été mis en place pour répondre à toutes les questions sur ce virus. ■

KAREEN JANSELME

(1) La ligne téléphonique Monkeypox Info Service est accessible tous les jours de 8 heures à 23 heures, au numéro Vert 0 801 90 80 69 (appel et services gratuits, anonymes et confidentiels). Des ressources et un chat en ligne sont disponibles sur monkeypox-info-service.fr

Sil'Organisation mondiale de la santé a décrété l'état d'urgence sanitaire dans le monde entier, l'épidémie de Mpox, anciennement nommée variole du singe, se concentre pour le moment presque exclusivement en République démocratique du Congo (RDC). Sur les plus de 20 000 personnes infectées en Afrique cette année, plus de 17 342 proviennent de ce pays, selon les chiffres du ministre de la Santé congolais. Avec 582 décès enregistrés depuis le début de l'année, la RDC compte aussi l'essentiel des morts liées à la maladie. Même pour un pays habitué aux épidémies de Mpox depuis près de quarante ans, ces chiffres sont d'une ampleur sans précédent. Le pays attend désormais l'arrivée des doses de vaccin promises par le Japon, les États-Unis et l'UE, afin de protéger prioritairement les moins de 15 ans, qui représentent 62 % des cas avérés.

UNE SOUCHE PLUS CONTAGIEUSE

L'histoire du Mpox est liée à la RDC depuis 1970. Cette année-là, le virus, qui n'avait jusqu'alors été observé que chez les animaux des forêts tropicales humides d'Afrique centrale, est pour la première fois recensé chez un bébé de 9 mois, à l'hôpital de Basankusu, au nord-ouest du pays. L'infection est alors classée comme une zoonose, c'est-à-dire issue d'un virus pouvant se transmettre de l'animal à l'homme. Depuis, elle est devenue endémique en Afrique centrale. Plusieurs poussées épidémiques ont eu lieu en RDC depuis 1986, chacune plus forte que la précédente, jusqu'en 2023,

quand 14 600 personnes ont été infectées et 546 sont décédées des suites de la maladie. Contrairement à la variole, qui fait partie de la même famille et qui a été totalement éradiquée en 1980 après une campagne de vaccination mondiale, le Mpox, lui, a continué de sévir. « Cela s'explique par la persistance du virus chez des animaux d'Afrique centrale comme les rongeurs, qui ont constitué le réservoir de la maladie », explique Bernard Hoet, chercheur au laboratoire Bavarian Nordic qui produit

un des deux principaux vaccins contre le Mpox. « Le problème aujourd'hui c'est

« Il y avait un diagnostic défaillant et une surveillance très faible avant cette épidémie. »

PLACIDE MBALA, VIROLOGUE

que les plus jeunes habitants de la RDC, ceux nés après 1980, n'ont pas été vaccinés contre la variole et sont donc à présent susceptibles d'être infectés. »

Mais si l'épidémie a autant flambé depuis 2023, c'est d'abord à cause de l'apparition d'une nouvelle souche plus contagieuse : le clade 1B. Associé à l'ancienne souche, endémique en Afrique centrale (clade 1A), qui se diffuse via des contacts prolongés de fluides corporels,

souvent au sein des familles, le 1B se transmet lors de relations sexuelles. Il a d'ailleurs été détecté pour la première fois à Kamituga, au Sud-Kivu, à l'est du pays, là où la présence de sites d'extraction artisanale d'or génère celle de nombreuses travailleuses du sexe.

LE PRIX ÉLEVÉ DU VACCIN

La faiblesse du système de santé congolais et la vétusté de certaines infrastructures, qui rendent les soins inaccessibles pour une grande partie de la population, sont aussi une explication de la prolifération du virus. « Il y avait un diagnostic défaillant et une surveillance très faible avant cette épidémie et celle de 2022. C'était une maladie négligée, surtout dans les régions forestières », explique Placide Mbala, docteur virologue à Kinshasa. Le pays s'était en outre concentré sur d'autres priorités sanitaires, comme la lutte contre la rougeole, le paludisme ou le choléra, qui ont fait des milliers de morts ces dernières années. Autre facteur aggravant, le prix élevé du vaccin, que la RDC doit importer. « Il sera toujours difficile de lutter contre la maladie tant que nous ne fabriquons pas de vaccin chez nous », estime Placide Mbala.

La situation sécuritaire du pays et les déplacements de populations liés au conflit, qui oppose depuis 2021 les rebelles de la milice M23 aux forces militaires congolaises, favorisent, enfin, la propagation du Mpox. Les camps de réfugiés situés à Goma, au Nord-Kivu, connaissent ainsi une importante flambée du nombre de cas, ces derniers jours. « Les conditions sanitaires et la promiscuité ont pu favoriser la diffusion du virus. D'autant que toute guerre civile entraîne une désorganisation du système de soins et une propagation de la maladie », analyse Brigitte Autran, spécialiste en immunologie et présidente du Comité français de veille et d'anticipation des risques sanitaires. Un cercle vicieux de violence et de pauvreté dans lequel une crise humanitaire se double d'une crise sanitaire. ■

Pourquoi le virus s'est-il surtout diffusé en RDC

L'épidémie actuelle de Mpox se concentre en République démocratique du Congo. Réservoir animal de la maladie, variant plus virulent, crise humanitaire due à la guerre civile en cours... les facteurs pouvant expliquer cette propagation sont nombreux.



Consultation au centre de traitement du Mpox à l'hôpital de Nyiragongo (RDC), le 17 août. GUERCHOM NDEBO/AFP

LOUIS DEROD

« Je pleure un monde mort. Mais moi qui le pleure, je ne suis pas mort. » Pier Paolo Pasolini

L'HOMME DU JOUR



Bakr Al Kassem

Le Comité de protection des journalistes (CPI) et Reporters sans frontières ont appelé ce mardi à la libération « immédiate » du journaliste syrien, détenu par la police militaire proturque. La veille, Bakr Al Kassem avait été arrêté et battu dans la ville d'Al-Bab, dans le nord de la Syrie, en compagnie de sa femme, Nabihah Taha. Cette dernière, également journaliste, a été relâchée. « Mon mari reste détenu », a-t-elle confirmé à l'AFP, pour qui Bakr Al Kassem travaille. Abdurrahman Mustafa, qui administre de manière intérimaire ces régions, a affirmé que son cas sera « traité au plus vite ». « Nous sommes profondément préoccupés par le fait que des factions de l'opposition syrienne ont détenu le journaliste Bakr Al Kassem sans explication et l'ont transféré aux services de renseignements turcs », a réagi Yeganeh Rezaian du CPI. ■

AXEL NODINOT



PINOCCHIO

« On ne peut pas faire croire aux Français qu'il y a une planche à billets ! »

Sur BFMTV à propos du Smic à 1600 euros, Patrick Pouyanné a recommandé l'austérité. Le PDG de TotalEnergies touche plus de 10 millions d'euros par an, et son entreprise a enregistré un bénéfice de 21,4 milliards de dollars en 2023.



COUP DE PROJECTEUR

Pas de bateaux sans partage

Les travailleurs des chantiers navals sud-coréens ont entamé une grève, ce 28 août, et menacent de l'étendre si rien n'est fait pour leurs conditions de travail. Les syndicats dénoncent des « dizaines de milliers d'employés licenciés, non remplacés, voire tués », alors que le capital des grands patrons du secteur ne cesse de s'accroître.

L'œil de Jul



LA BONNE NOUVELLE Macklemore annule son concert aux Émirats arabes unis

Il y a peu d'artistes d'envergure internationale prêts à refuser des contrats juteux et être ainsi en accord avec leurs idées. Le rappeur Macklemore est de ceux-là. Il a décidé, le 25 août, d'annuler son concert aux Émirats arabes unis (EAU), prévu en octobre, face au « rôle des EAU dans le financement (des Forces de soutien rapide) » dans la guerre au Soudan. Abu Dhabi est accusé de soutenir cette unité paramilitaire contre l'armée nationale soudanaise depuis 2023, et de prolonger ce conflit responsable

d'une importante crise humanitaire. « Près de 10 millions de personnes ont été déplacées (...) et 150 000 vies ont été perdues, dont (celles) d'enfants », a rappelé le rappeur dans un post Instagram. « Si je prends l'argent, tout en sachant que je ne suis pas d'accord avec ça, en quoi suis-je différent des politiciens contre lesquels j'ai activement protesté ? » Par ailleurs engagé dans la cause palestinienne, Macklemore a appelé à « défendre les plus marginalisés dans le monde ». ■

LOUIS DEROO



L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Saran Elle y réfléchissait depuis plusieurs mois. Sa décision est désormais effective. Maryvonne Hautin, maire communiste de Saran, vient de présenter sa démission à la préfète du Loiret, qui l'a acceptée. Elle met ainsi fin à un mandat de 14 années riches en actions touchant tous les pans de la vie municipale. Le groupe majoritaire doit proposer la candidature de Mathieu Gallois, 37 ans, actuel adjoint, conseiller départemental et dirigeant communiste.

Mexique Le Tribunal électoral a confirmé que la coalition de gauche disposera bien d'une large majorité au Parlement, ouvrant la voie à la discussion et à l'adoption des réformes laissées en héritage par le président sortant López Obrador.



C'EST UN MONDE

La canicule tue surtout les pauvres

La planète vient de vivre l'été le plus chaud de son histoire. Les épisodes de canicule ont encore causé la mort de milliers de personnes. Ces faits, vous les retrouverez en une de vos journaux. Mais une information y trouvera peut-être moins de place : les victimes des effets de la chaleur extrême sont d'abord et avant tout les personnes vivant dans la pauvreté. « C'est une question de bon sens. Une vague de chaleur n'est pas la même si vous êtes dans une chambre partagée avec trois autres personnes et sans climatisation que si vous êtes dans une villa avec accès à une piscine et à l'air conditionné », rappelle, dans un article publié par le quotidien britannique *The Guardian*, Julio Díaz Jiménez, professeur à l'institut de santé Carlos III de Madrid, qui a étudié avec son groupe de chercheurs les effets de la canicule en Espagne. Les plus démunis occupent une part disproportionnée des 50 000 personnes mortes en 2023 en Europe en raison de la pollution au carbone. « La question que je me pose est la suivante : combien de victimes faudra-t-il pour que nos décideurs politiques, nos défenseurs et nos experts réalisent que la pauvreté énergétique estivale est un problème majeur ? » s'interroge Yamina Saheb, l'une des autrices du Giec.



MÉDIATOC

Hanouna et la fachosphère : le grand amour

Cyril Hanouna va-t-il réussir à davantage radicaliser ses émissions ? C'est l'impression qu'a donné son retour sur les ondes d'Europe 1. Si le protégé de Vincent Bolloré n'hésitait pas, déjà, à donner la parole aux pontes de l'extrême droite, son dernier recrutement lui fait passer un cap. L'animateur a présenté, ce 26 août lors de la rentrée d'On marche sur la tête, sa nouvelle chroniqueuse : Thaïs d'Escufon. Cette dernière s'est fait connaître en tant que porte-parole de Génération identitaire, un groupe d'ultradroite adepte de la théorie du grand remplacement. Une fois son mouvement dissous en 2021, elle se consacre à sa chaîne YouTube (plus de 200 000 abonnés), où elle partage son « expertise » – réactionnaire et anti-féministe – avec des hommes en quête de « femmes de haute valeur ».



En janvier 2023, à Marseille (Bouches-du-Rhône), au congrès du PS, où Olivier Faure est devenu premier secrétaire. VALÉRIE VREL/PHOTOPQR/LA PROVENCE/MAXPPP

Pour la rentrée, les socialistes étalent leurs dissensions

GAUCHE Alors que l'université d'été du PS démarre ce jeudi à Blois, des figures du parti hostiles au premier secrétaire Olivier Faure réclament une rupture formelle avec les insoumis et la poursuite du dialogue avec Emmanuel Macron en vue de trouver un premier ministre.

Les universités d'été des socialistes, organisées à Blois (Loir-et-Cher) à partir de ce jeudi, s'annoncent à couteaux tirés. Des différends ont été étalés au grand jour lors du bureau national qui s'est tenu en urgence mardi, à la demande du maire de Rouen (Seine-Maritime), Nicolas Mayer-Rossignol, et de l'édile de Vaulx-en-Velin, Hélène Geoffroy, tous deux porte-parole de la frange hostile à la ligne incarnée par Olivier Faure. « *Le PS est au bord de la rupture !* » a même asséné Hélène Geoffroy. En cause, la décision du premier secrétaire du PS, prise de concert avec les autres partis du Nouveau Front populaire (NFP), de refuser de poursuivre toute discussion avec Emmanuel Macron, à moins qu'il ne s'agisse de la nomination de Lucie Castets à la tête du gouvernement. Olivier Faure dit refuser de jouer « *les supplétifs d'une Macronie finissante* », et

appelle plus que jamais le président de la République à respecter le choix des urnes en nommant le NFP à Matignon.

Hélène Geoffroy, elle, lui répond que les socialistes doivent cesser d'être « des supplétifs de la France insoumise » et assume de vouloir reprendre des discussions institutionnelles avec le président de la République. Autrefois adversaires revendiqués de la Nupes, les critiques d'Olivier Faure plaquent aujourd'hui les mêmes reproches au NFP, alors que les rapports de force ont changé à gauche, que le nombre de députés PS a augmenté et que la possibilité de gouverner sans aucun ministre insoumis, proposée directement par Jean-Luc Mélenchon afin de lever les réticences des macronistes, a été acceptée par Lucie Castets.

« CE QUI SE JOUE C'EST LE RAPPORT AU POUVOIR »

Mais les socialistes, qui appellent à rompre définitivement avec la FI, bouillonnaient déjà depuis plusieurs semaines et n'ont pas digéré la volonté des insoumis de lancer une procédure de destitution contre Emmanuel Macron. « Dès le début de l'alliance, Jean-Luc Mélenchon s'est condamné en se montrant intransigeant sur sa capacité à gouverner et en refusant les concessions », avance une cadre du bureau national. « Si nous l'avons emporté, ce n'est pas que grâce au NFP, mais à tout le front républicain ! » poursuit Rachid Temal, sénateur du Val-d'Oise.

Patrick Kanner, président du groupe PS au Sénat, Michaël Delafosse, maire de Montpellier (Hérault) proche de la présidente de région Occitanie, Carole Delga, font notamment partie de ceux qui ont réclamé un bureau national en urgence. Des critiques fusent également concernant le programme du NFP, jugé irréalisable. Et avant même qu'Emmanuel Macron annonce son refus de nommer Lucie Castets à Matignon, certains socialistes ont tenté de pousser d'autres candidats dans la danse, soutenant les options

« Personne ne veut être ni la béquille ni le soutien d'Emmanuel Macron. »

RACHID TEMAL, SÉNATEUR

Bernard Cazeneuve et Karim Bouamrane, notoirement anti-insoumis, lancées par les cercles macronistes afin de diviser le NFP et d'attirer l'aile droite du PS dans une large coalition. « L'anti-mélenchonisme est un argument extrêmement performant au sein du PS », analyse le député Laurent Baumel, proche d'Olivier Faure, qui prévient : « Ceux qui l'excitent devraient savoir que l'anti-macronisme aussi ! » « En jouant le jeu de Macron, on pourrait penser que ces socialistes sont en réalité plus prompts à gouverner avec lui », mesure également le député PS Arthur Delaporte, porte-parole du parti.

« Aujourd'hui personne ne veut être ni la béquille ni le soutien d'Emmanuel Macron », rétorque le sénateur Rachid Temal, qui assure qu'en cas de reconduction de la politique libérale d'Emmanuel Macron, les socialistes s'uniront pour censurer immédiatement le gouvernement. « Il faut arrêter de voir des procès en trahison. Ce qui se joue, c'est le rapport au pouvoir de la gauche, et elle ne pourra le conquérir qu'avec la social-démocratie », poursuit une cadre du bureau national. Raphaël Glucksmann, tête de liste du PS aux élections européennes, appelle les socialistes à « tourner la page Macron et Mélenchon », et sera présent ce week-end à Blois. Hélène Geoffroy, Nicolas Mayer-Rossignol, Carole Delga et Karim Bouamrane ont prévu de s'exprimer conjointement devant les militants et réclament la tenue d'une « convention » afin de redessiner la ligne du PS. « Nicolas Mayer-Rossignol cherche à grossir des nuances stratégiques pour alimenter un prochain congrès », nuance cependant Laurent Baumel. « À Blois, ce sera comme tous les ans, un moment de convivialité et d'engueulades. C'est normal, et on ira boire un verre après », tempère pour sa part Rachid Temal. Reste que les socialistes apparaissent de nouveau divisés concernant leur centre de gravité et leur rôle au sein de la gauche. ■

LISA GUILLEMIN

Les macronistes font assaut d'arguments fallacieux

MANŒUVRES Sur les plateaux, les troupes d'Emmanuel Macron ne savent plus quoi inventer pour justifier la décision du président de la République de ne pas respecter le choix des urnes. Ce dernier l'invite pourtant à nommer le Nouveau Front populaire à Matignon.

Service après-vente... d'Emmanuel Macron. Depuis son refus de nommer Lucie Castets première ministre, les proches du président multiplient les approximations afin de faire croire que celui-ci respecte la démocratie et les institutions. Pour la ministre de la Culture Rachida Dati, il est ainsi tout à fait logique que le Nouveau Front populaire (NFP) ne soit pas appelé à gouverner, au motif que la gauche est « largement minoritaire intellectuellement et électoralement » dans le pays. C'est pourtant cette force qui est arrivée en tête lors des législatives de juillet. Il y a deux ans, lorsque les macronistes avaient obtenu une majorité relative à l'Assemblée, le président n'avaient pas hésité à nommer Elisabeth Borne première ministre. Cet été, il a même assuré que Jordan Bardella serait appelé à Matignon si le RN venait à obtenir une majorité relative. Mais ce qui vaut pour Renaissance ou l'extrême droite ne vaut visiblement pas pour le NFP dans l'esprit du chef de l'État, qui tord les institutions et tourne le dos au bon fonctionnement démocratique de notre pays. Six semaines après le vote, il refuse encore et toujours de respecter le résultat des urnes.

L'ex-président de la République François Hollande dénonce même une « faute constitutionnelle et politique » d'Emmanuel Macron. « En rien », lui répond la ministre des Sports, Amélie Oudéa-Castéra, au motif que la Constitution stipule que « le président nomme le premier ministre, il a là-dessus une liberté de choix et elle est assise sur des consultations qui reflètent l'équilibre des forces ».

UN MINI-COUP D'ÉTAT

La Constitution n'évoque pourtant aucune « consultation », et la pratique veut que le président appelle à Matignon la force arrivée en tête aux élections. « En dehors de toute tradition républicaine et parlementaire, Emmanuel Macron décide d'abuser des "silences" de l'article 8 de la Constitution sur son pouvoir de nomination du premier ministre dans le seul objectif d'empêcher le NFP de gouverner. S'il lui revient le pouvoir discrétionnaire de nommer un premier ministre, en aucun cas il ne lui revient de trouver une majorité parlementaire », s'indignent d'ailleurs les députés PCF dans un communiqué, estimant que « le président de la République plonge aujourd'hui notre pays dans une crise démocratique sans précédent sous la V^e République ».

La manœuvre tient même du mini-coup d'État, et les pires arguments sont donnés pour le justifier. « Ceux qui prétendent qu'il y a eu un vainqueur dans ces élections savent bien qu'ils racontent n'importe quoi », insiste ainsi François Bayrou. Si les écarts sont faibles, c'est pourtant le NFP qui a obtenu le plus de députés. Pourquoi le nier ? Comment les citoyens pourraient à l'avenir respecter le résultat de la moindre élection si le président change les règles dès lors qu'il est battu ? Emmanuel Macron annonce qu'une motion de censure serait votée contre Lucie Castets si elle était nommée à Matignon. C'est une possibilité, mais c'est à l'Assemblée, souveraine, d'en décider, et non au président de faire mine de l'anticiper pour empêcher le NFP de gouverner. Quant à un accord entre la Macronie et LR, celui-ci n'existe pas encore, et n'a pas été soumis au vote des Français...

« Le président veut nous priver d'un gouvernement », dénoncent les députés PCF, pour qui « le Parlement doit pouvoir délibérer des propositions de lois du NFP réclamées par les électeurs. Une session extraordinaire s'impose donc et nous demandons au président de la convoquer rapidement ». ■

MARGOT BONNÉRY



Amélie Oudéa-Castéra et Rachida Dati, au musée du Luxembourg, à Paris, en mars 2024. ANNE-CHRISTINE POUJOLAT/AFP

EN LUTTE

**LA CGT CHOISIT LE 1^{er} OCTOBRE**

La CGT défilera le « premier jour de débat du budget à l'Assemblée », pour « construire une puissante journée de grève et de manifestations interprofessionnelles » en faveur des retraites, des salaires, des services publics et de l'emploi industriel.

RENTREE SOCIALE À L'ÉCOLE

Des syndicats enseignants, FSU-SNUipp, CGT éducation et SUD éducation, prévoient une journée de grève dans les écoles maternelles et élémentaires le mardi 10 septembre, contre la généralisation des évaluations en élémentaire.

DÉTRESSE CHEZ SPIDERS

Après avoir rédigé une lettre ouverte, les salariés du studio de jeux vidéo français seront en grève le 2 septembre pour dénoncer l'inaction de leur direction face aux risques psychosociaux, et son irrespect des instances de représentation du personnel.



Depuis le 19 août, elles sont 14 sur les 17 employées par les établissements de Suresnes à faire grève. Ici, le 27 août.
SAMIR MADUQUE POUR L'HUMANITÉ

À Suresnes, les femmes de chambre dénoncent une traque

HÔTELLERIE Les employées des hôtels Première Classe et Campanile sont en grève depuis le 19 août pour leur salaire et contre des licenciements qu'elles jugent ciblés.

Devant l'hôtel Campanile de Suresnes, dans les Hauts-de-Seine, une vingtaine d'employés dansent au rythme d'une musique saturée, dont les sifflets donnent le tempo. Les drapeaux CGT-HPE (hôtels de prestige et économiques) et Femmes Égalité flottent au vent. En grève depuis le 19 août, elles sont 14 sur les 17 femmes de chambre de ces établissements Campanile et Première Classe à demander l'indexation des salaires sur l'inflation, une prime au pouvoir d'achat et la réintégration de leur collègue de 55 ans récemment limogée.

Magassa, femme de chambre depuis dix ans pour Louvre Hotels Group, filiale détentriche des hôtels Première Classe et Campanile, avait posé ses jours de congé jusqu'au 28 mai pour aller voir sa famille au Mali. À la suite de la perte de ses papiers, elle se retrouve bloquée, obligée d'entamer une

déclaration à la préfecture du Mali dont les relations dégradées avec la France freinent une procédure déjà longue. Ses supérieurs, pourtant informés de sa situation, envoient des courriers à son domicile francilien avant de la convoquer pour un licenciement, le 12 août. De retour en France trois jours plus tard, elle reprend le travail sans heurt le dimanche. Le lendemain, sans prévenir le syndicat, la direction fait venir la police pour mettre Magassa à la porte.

Et ce n'est pas un cas isolé, dénonce Kandé Tounkara, déléguée CGT-HPE sur le site : « En ce moment, ils veulent limoger les anciens parce que ça leur coûte trop cher, selon eux, alors qu'ils ont toujours refusé le versement d'une prime d'ancienneté, revendiquée pourtant à chaque négociation annuelle par la CGT. Ils cherchent la petite bête. » Comme pour ce réceptionniste remercié en mars pour fautes graves, dont aucune ne faisait l'objet de preuve écrite : « Depuis un an, ils me mettaient la pression car j'avais trop d'expérience. Ils m'ont accusé d'avoir été violent avec mes collègues. » Un autre salarié vient d'être convoqué pour faute grave. « Avant, on était 80. Nous ne sommes plus que 75. D'ici quelques mois, ça aura encore diminué », prédit Kandé Tounkara.

Ces licenciements font suite à l'élection, en 2023, d'un nouveau PDG de Louvre Hotels. La compagnie, qui se targue

d'être le deuxième groupe hôtelier européen avec plus de 1700 établissements, ambitionne d'atteindre le top 3 mondial. Un plan sur cinq ans a été mis en place, comprenant pour la France la vente de 50 établissements vétustes. Les autres sont rénovés grâce aux économies effectuées sur la coupe salariale. Une élue du CSE-Campanile Kyriad Est explique : « Ils mettent en place des algorithmes pour calculer le surplus. » Qui dit nouveau directeur, dit aussi nouveaux salariés. « Quand il y a un changement de PDG, en général ce dernier vient avec son équipe. Il faut donc trouver un moyen de faire de la place, c'est-à-dire de virer les autres », dévot l'ex-réceptionniste du Campanile.

PRÉCARISATION ET PÉNIBILITÉ DES MÉTIERS FÉMINISÉS

Mais ces licenciements visent en particulier les syndicalistes de la CGT-HPE, soutien historique des luttes des salariés dans cette chaîne hôtelière comme dans les autres moins-disantes socialement. Et pour cause, les élections syndicales auraient dû avoir lieu en novembre 2023, repoussées d'un an sans motif. « Ils sont à la chasse, argue l'élue du comité social et économique. Comme c'est un syndicat de combat qui lutte depuis 2011 pour l'internalisation des femmes de chambre, ils veulent nous saquer. Ils

essaient d'éliminer au maximum pour faire passer les syndicats avec lesquels ils s'entendent. » L'ancienneté est aussi un facteur : « Ils ne peuvent pas appliquer aux anciens les nouveaux contrats, donc ça les dérange », poursuit l'élue. Depuis plusieurs années, Louvre Hotels fait appel à des équipiers polyvalents, qui peuvent se charger de la réception, de l'entretien des chambres, de la cafétéria.

La précarisation de l'emploi s'applique surtout aux femmes, des mères qui cumulent souvent deux temps partiels et dont la pénibilité du travail n'est pas reconnue. « À l'heure où les travailleuses des métiers féminisés, des milieux populaires, ont de plus en plus mal à finir le mois, l'augmentation des salaires pour vivre dignement manque ! » scande une membre de l'association Femmes Égalité au mégaphone.

Contacté par mail, le manager de l'hôtel Première Classe Suresnes parle d'« une grève minoritaire de moins d'une dizaine de personnes », à la suite du « licenciement d'une collaboratrice pour une absence injustifiée de plus de deux mois », n'impactant pas le fonctionnement « normal » de son activité. Difficile à croire pour les grévistes, alors que les Paralympiques débutent ce jeudi et que Louvre Hotels leur refuse le versement d'une prime JO. ■

AURÉLIA DE SPIRT

Au Radisson, un accord signé sous la pression

Les quinze femmes de chambre de l'hôtel marseillais qui étaient en grève depuis plus de deux mois ont été convoquées au commissariat pour des faits de « violences » alors qu'elles étaient encore en négociation avec leur employeur, la société Acqua.

C'est avec un goût bien amer que les femmes de chambre de l'hôtel Radisson Blu à Marseille (Bouches-du-Rhône) ont savouré leur victoire contre l'entreprise de sous-traitance de ménage Acqua les employant. En grève depuis soixante-cinq jours, les 15 salariées qui revendiquaient une rémunération digne et de meilleures conditions de travail ont enfin obtenu gain de cause, le 31 juillet. Au menu du protocole d'accord arraché de haute lutte à la direction d'Acqua : restriction de la clause de mobilité, limitant les déplacements sur d'autres sites du groupe à trois jours mensuels (illimités jusqu'ici), et l'obtention d'un 13^e mois.

« UNE INSTRUMENTALISATION DE LA JUSTICE »

Mais si les chants et bruits de casseroles qui résonnaient chaque matin à 9 h 30 devant l'hôtel quatre étoiles, sur le Vieux-Port, ne retentissent plus depuis un mois, ce n'est pas le fruit de négociations apaisées. En effet, ce jeudi 29 août, la dernière des 15 grévistes est attendue au commissariat de Noailles à Marseille, avec son avocate, pour répondre à des accusations de « violences en réunion » et de « dégradation de matériel », à la suite d'une plainte déposée par le Radisson Blu. Les 14 autres femmes de chambre mobilisées ont également été auditionnées tour

à tour, en seulement trois jours, pour les mêmes motifs, alors qu'elles étaient encore en pourparlers avec leur employeur.

Fin juillet, Ansmine, déléguée du personnel, accompagnée de certaines de ses collègues, est à la table des négociations lorsqu'elles reçoivent un SMS les convoquant à ces rendez-vous avec les services de police. « Cette procédure a clairement été un moyen de pression exercé sur nous pour précipiter la signature de l'accord », regrette-t-elle. Elle a d'ailleurs très rapidement appris que les coordonnées des 15 femmes de chambre venaient directement de l'entreprise prestataire qui les paie. « Cette grève, exemplaire, festive et non violente, s'est déroulée sous les yeux de clients pour la plupart solidaires, de passants, de députés, d'associatifs et de syndicats », souligne l'avocate au barreau de Marseille Clara Merienne.

Il s'agit, selon elle, « d'une pure instrumentalisation de la justice pénale servant à réprimer les revendications sociales de ces femmes de chambre ». La juriste en charge de leur défense ajoute que « ce genre de méthode met en lumière les limites de la sous-traitance qui a permis à l'hôtel de luxe d'avoir recours à la justice contre des grévistes du fait qu'il ne les emploie pas directement ». Pour Ansmine, « cet accord signé sous pression, qui a permis d'obtenir quelques droits, est loin d'être suffisant ». ■

PAULINE ACHARD

Annonces classées

Passez votre annonce dans **L'Humanité**
+ **L'Humanité** + **www.humanite.fr**
magazine

Contactez
- Laure Thiery
laure.thiery@comediance.fr
01 49 22 74 89



Offre d'emploi

Saint-Martin-d'Hères recherche son :

Chef(fe) de cabinet du Maire (POSTE OUVERT AUX CONTRACTUELS)

Cadre d'emplois : Attachés, temp plein, interne/externe, catégorie A, filière administrative.
Délai de dépôt des candidatures : vendredi 30 août 2024 (Poste à pourvoir au 1er décembre 2024)

Intégrer la Ville de Saint-Martin-d'Hères, c'est :

- Mettre votre expertise au service d'une collectivité qui agit au plus près du terrain et accompagne près de 40 000 habitants tout au long de leur vie.
- Dédier votre énergie à un territoire riche de ses contrastes, entre ville et nature, quartiers résidentiels et centre urbain, secteurs en politique de la ville et clusters de la biotechnologie, université et entreprises.
- Rejoindre une organisation engagée dans une démarche écoresponsable qui intègre l'enjeu environnemental au cœur de sa stratégie et de ses objectifs.

Au sein du cabinet du Maire, vous apportez une aide permanente à M. le Maire et au directeur de cabinet en termes d'organisation d'événements, de gestion des agendas et de suivi des demandes émanant du Maire ou des élus. Vous gérez les dossiers relatifs aux rendez-vous, réunions montés par le cabinet et préparez les dossiers à la demande du Maire ou du directeur de cabinet, en faisant le lien avec les directions et services concernés. Dans ce cadre, vous participerez ou animerez des réunions et des rencontres, pouvant déboucher sur la préparation de notes ou de discours.

Une attention particulière sera portée sur le suivi de la communication de Monsieur le Maire et des élus de la majorité, sous toutes ses formes (veille médiatique, protocole et événements, valorisation). Pour l'organisation de réunions ou d'événements gérés par le cabinet, vous pourrez compter sur une référente protocole au sein du cabinet. Un travail spécifique est aussi souhaité sur les enjeux de quotidienneté et dans le suivi des requêtes des habitants ou des forces vives de la commune, allant de l'accueil de ces derniers jusqu'aux réponses apportées. Dans ce cadre, vous filtrez et centralisez les demandes reçues et relayer les instructions données par le Maire vers les personnes compétentes et les services concernés.

De formation supérieure Bac +5 et/ou justifiant d'expériences réussies sur des fonctions d'accompagnement d'Elus, vous disposez d'une bonne connaissance du fonctionnement des collectivités. Vous détenez de solides capacités d'analyse, de réflexion et de synthèse, ainsi qu'un sens politique aigu.

Vous portez de l'intérêt pour la vie locale, ses acteurs et l'action politique de proximité. Votre appétence à la décision et à la gestion des situations d'urgence, votre sens de l'anticipation, votre esprit d'initiative sont des qualités attendues sur ce poste. Loyal, diplomate, réactif, vous saurez vous impliquer fortement.

Les activités et compétences sont susceptibles d'être actualisées en fonction de l'évolution du service public, des techniques de travail et des organisations.
Embauche sous le statut de collaborateur de cabinet (loi n°84-53 du 26 janvier 1984).

Les personnes intéressées par cet emploi, voudront bien faire acte de candidature (lettre de motivation + CV obligatoires), à l'attention de Monsieur Le Maire - Direction des Ressources Humaines à l'adresse mail : **secteur.recrutement@saintmartindheres.fr**
Les candidatures internes se font sous couvert du chef de service.



comediance

Une Suisse de moins en moins neutre

OTAN Après l'adhésion de la Finlande et de la Suède, l'Alliance atlantique poursuit sa stratégie offensive. L'ouverture prochaine d'un bureau de liaison à Genève fait craindre l'abandon de la politique de neutralité du pays.

Les digues tombent les unes après les autres. L'abandon par la Suède et la Finlande de leur politique de neutralité au profit d'une adhésion à l'Otan avait déjà permis à l'Alliance atlantique de se renforcer sur son flanc nord. Désormais, c'est la Suisse qui est dans le viseur. Dès l'automne, l'organisation devrait ainsi ouvrir un bureau de liaison au sein du Centre de politique de sécurité de Genève, au cœur de la Maison de la paix du quartier international. Officiellement, l'Otan s'y installe pour renforcer ses échanges avec les organisations qui y siègent, dont les Nations unies.

Un cap symbolique est toutefois franchi dans cette ville qui a accueilli de nombreux processus de paix, dont celui qui porte le nom de la cité helvète, et aboutit, en 1954, aux accords qui marquèrent la fin de la guerre d'Indochine. Pour David Sylvan, professeur émérite au Geneva Graduate Institute, cité par la Radio Télévision suisse, ce bureau de liaison, situé dans un des temples de la diplomatie mondiale, est « un indice parmi d'autres que l'Otan commence

à se recentrer. Et pas seulement, comme le dit son nom, dans l'Atlantique Nord, mais aussi en Afrique et même en Asie » dans un contexte de rivalité exacerbée avec la Russie mais aussi avec la Chine. Il était question l'an dernier de l'ouverture d'un bureau similaire de l'Alliance au Japon, mais la France s'était alors opposée à l'élargissement de la sphère d'activité de l'organisation.

DES SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE

Si elle n'en est pas formellement membre, la Suisse coopère déjà avec le bloc militaire dans le cadre du Partenariat pour la paix et du Conseil de partenariat euro-atlantique. La signature de l'accord de siège avec le Conseil fédéral a cependant relancé un vif débat sur le statut de neutralité déjà sérieusement écorné depuis le début de la guerre en Ukraine. Si le pays s'est jusque-là opposé à ce que les armes produites sur son territoire soient transférées en Ukraine, il a en revanche appliqué les sanctions contre la Russie. Le Kremlin a maintes fois dénoncé, notamment au sein des instances onusiennes, une atteinte à la position de neutralité. « La Suisse a depuis longtemps perdu



Viola Amherd, ministre suisse de la Défense et présidente en exercice de la Confédération, lors du sommet pour la paix en Ukraine, à Lucerne (Suisse), le 16 juin.

URS FLUEGLER/POOL/AFP

son impartialité en adhérant aux sanctions occidentales et en soutenant ouvertement le régime de Kiev», pointait ainsi Vassili Nebenzya, le représentant permanent de la Russie au Conseil de sécurité, en mai.

Ce 29 août, Viola Amherd, ministre suisse de la Défense et présidente en exercice de la Confédération, se verra remettre le rapport d'une commission d'étude sur la politique de sécurité. L'avis de la cheffe du Conseil fédéral semble fait. Pour elle, la perspective d'un retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, qui a déjà remis en cause le principe de défense collective prévu par l'article 5 de l'Alliance atlantique, et son possible désengagement vis-à-vis de l'Ukraine, justifie d'ores et déjà une augmentation du budget de l'armée afin de procéder à sa modernisation d'ici la fin de la décennie et parer à une éventuelle déstabilisation de l'Europe consécutive à la défaite de l'Ukraine.

« RENFORCER LA CAPACITÉ DE DÉFENSE »

L'essentiel du rapport remis aujourd'hui à Viola Amherd a déjà fuité dans le quotidien de Zurich, *Blick*, afin de désamorcer les critiques du Groupe pour une Suisse sans armée, d'une partie des socialistes, des Verts et des nationalistes de l'Union démocratique du centre (UDC) quant à l'abandon de la neutralité et la possibilité de réexporter les armes produites en Suisse. Sur le papier, le bureau de liaison de l'Alliance atlantique à Genève n'a pas vocation à renforcer les relations bilatérales avec Berne. Pourtant, notent les auteurs du rapport, « l'Otan reste, dans un avenir prévisible, le garant de la politique de sécurité de l'Europe. Il est la référence pour les armées occidentales modernes et définit les standards pour la technologie d'armement. Une coopération avec l'Otan peut renforcer la capacité de défense de la Suisse ». L'étude suggère également l'intégration de l'armée suisse dans les exercices de l'organisation hors de ses frontières.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'argument selon lequel la neutralité devait évoluer avec la situation géopolitique s'était accompagné d'une démonstration nationaliste considérant que le statut ne relevait pas d'un choix souverain mais d'un choix imposé par les grandes puissances voisines, en vertu du Congrès de Vienne en 1815, afin de faire de la Suisse une zone tampon entre la France et l'Autriche pour clore le chapitre révolutionnaire et les guerres napoléoniennes.

Une fois le document remis à Viola Amherd, la chambre basse aura la charge d'en débattre. « Nous craignons que (ce rapport) soit une manière détournée pour le Conseil fédéral de mettre la pression sur les autorités suisses pour qu'elles adhèrent à l'Otan, alors que le Parlement le refuse depuis des années », déplore Amanda Gavilanes du comité du Groupe pour une Suisse sans armée. ■

LINA SANKARI

RÉUNION OTAN-UKRAINE KOURSK, DONETSK ET DÉFENSE AÉRIENNE AU MENU

Une réunion du conseil Otan-Ukraine s'est tenue ce mercredi, à la demande de Kiev. Les autorités ukrainiennes souhaitent obtenir davantage d'aide au niveau des défenses aériennes après les frappes russes massives de lundi et mardi. Le ministre de la Défense ukrainien, Roustem Oumierov, a briefé « par vidéo les Alliés sur la situation sur le champ de bataille », a indiqué un porte-parole de l'Otan. La réunion devait porter sur la situation dans le Donbass face à l'avancée russe et sur l'incursion ukrainienne dans la région de Koursk. La veille, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, avait affirmé que cette extension du conflit faisait partie d'un « plan pour la victoire », afin que le pays se présente en position de force lors de futures négociations de paix. « L'objectif est de forcer la Russie à mettre fin à la guerre. Et je désire fortement qu'il soit juste pour l'Ukraine », a-t-il indiqué.



Des partisans du président lors d'une marche contre le fascisme, à Caracas, le 23 août 2024.

Venezuela : un mois après, la situation est toujours bloquée

PRÉSIDENTIELLE Le pouvoir en place et l'opposition continuent de revendiquer leur triomphe au scrutin du 28 juillet. Alors que les autorités locales ont ratifié la victoire de Nicolás Maduro, les manifestations se poursuivent dans tout le pays.

Un mois après la seconde réélection de Nicolás Maduro, le 28 juillet, à la tête du Venezuela, la situation paraît encore très loin d'être débloquée tant opposition et pouvoir en place campent sur leurs positions. Sûrs de leur victoire, avec 52 % des votes et plus d'un million de voix d'avance sur leur principal adversaire, selon le Conseil national électoral (CNE), le « madurisme » et ses alliés peuvent compter sur la ratification, le 22 août, de ces chiffres par le Tribunal suprême de justice – « après une analyse exhaustive menée par des experts nationaux et internationaux » – pour réclamer leur légitimité.

Face à eux, l'opposition, dirigée par l'extrême droite María Corina Machado, remet toujours en cause ces résultats et revendique la victoire du candidat de la Plateforme unitaire, Edmundo González Urrutia, qui aurait obtenu 67 % des voix. Droite et alliés (parfois de circonstance, comme le Parti communiste vénézuélien) s'appuient notamment sur « plus de 80 % des registres électoraux conservés par les observateurs » – des documents qualifiés de « faux » par le pouvoir – pour dénoncer ce qui représente à leurs yeux une gigantesque fraude électorale.

Une position épaulée par les manœuvres des ennemis traditionnels de la révolution bolivarienne, Washington et ses alliés régionaux en tête, mais aussi renforcée par le rapport d'un groupe d'experts des Nations unies présent sur place. Selon ses auteurs, le CNE n'aurait « pas respecté les mesures fondamentales de transparence et d'intégrité qui sont essentielles à la conduite d'élections crédibles ». « Ce sont des agents payés (par une agence des États-

Le Brésil et la Colombie tentent d'impulser une médiation capable de résoudre la crise.

Unis) », a rétorqué le président de l'Assemblée nationale, Jorge Rodríguez, tandis que le Parti socialiste unifié fait bloc autour du président pour dénoncer la « menace fasciste et interventionniste » qui planerait toujours sur le pays, ourdie par l'impérialisme nord-américain.

De leur côté, le Brésil et la Colombie, qui tentent d'impulser une médiation capable de résoudre cette énième crise politique, n'ont toujours pas obtenu des autorités vénézuéliennes

qu'elles transmettent des résultats détaillés des élections, seule façon, selon eux, de rétablir « la crédibilité du processus électoral ».

C'est dans ce contexte qu'opposition et madurisme ont de nouveau mesuré leurs soutiens populaires respectifs dans la rue, ce mercredi, avec des manifestations dans la capitale, Caracas, ainsi qu'en province. Durant ce mois écoulé, les manifestations – mais surtout des actions violentes, fomentées par des groupes de choc qui seraient soutenus par la droite – ont déjà fait au moins 25 morts (aucun imputable aux forces de sécurité, selon le procureur général, Tarek William Saab) et donné lieu à 2 400 arrestations.

Mardi, Maduro avait annoncé un important remaniement ministériel pour impulser la nouvelle « étape de la transition vers le socialisme » en nommant notamment Diosdado Cabello, un poids lourd du gouvernement, à l'Intérieur. Celui-ci a affirmé le jour même que la réponse du gouvernement sera ferme contre ceux qui génèrent « des actes terroristes », après avoir dénoncé « un nouvel attentat perpétré par l'extrême droite » contre le système électrique national, qui aurait affecté neuf États et une partie de la capitale. ■

LUIS REYGADA

700 costumes ont été créés par le styliste français Louis-Gabriel Nouchi et les costumières de la série *Emily in Paris* pour la cérémonie d'ouverture. Des modèles uniques, adaptés au handicap des artistes.



Carton rouge Avec Coca-Cola, des Jeux 100 % pur sucre

Partout, le rouge était de mise au stade de la Motte de Bobigny (Seine-Saint-Denis), où s'achevait le relais de la flamme, mardi. On se serait cru dans le décor d'une publicité géante

pour la marque de soda. Outre les stands où étaient généreusement distribuées les boissons de la marque, son nom a été martelé au micro par un animateur depuis la scène où un grand concert

« Coca Cola » était prévu. À l'heure où les politiques de santé publiques recommandent d'allier pratique sportive, alimentation équilibrée et diminution de la consommation de sucres rapides, la toute-puissance de ce partenaire historique des JOP est de plus en plus problématique.

PERFORMANCE

« Le paracyclisme doit apporter la moitié des médailles d'or »

Alors que les épreuves débutent aujourd'hui, la délégation française vise le top 8 au tableau des médailles. Le point sur la stratégie tricolore avec **Jean Minier**, directeur des sports du Comité paralympique et sportif français.

Ancien directeur des équipes de France et responsable du haut niveau, puis directeur technique national à la Fédération française handisport, Jean Minier occupe aujourd'hui le poste de directeur des sports du Comité paralympique et sportif français. À quelques jours des épreuves, ce spécialiste du paracyclisme s'est confié sur les objectifs et les moyens mis en place par la France pour bien figurer dans « ses » Jeux.

Quel est l'objectif pour l'équipe de France paralympique ?

L'objectif est de réintégrer le concert des grandes nations paralympiques, que nous avons quitté à partir de 2000, c'est-à-dire figurer dans le top 8. La France était 12^e à Rio en 2016 (28 médailles, dont 9 en or), puis 14^e à Tokyo (54 médailles, dont 11 en or) alors que nous avons doublé le nombre de médailles. On veut s'inscrire dans la dynamique de l'équipe de France olympique, qui a ouvert la voie avec une magnifique 5^e place. Pour y parvenir, il va nous falloir doubler le nombre de médailles d'or, donc passer de 11 à une vingtaine et rapporter au total environ 70 médailles, voire plus.

Quels moyens ont été mis en place pour y parvenir ?

En 2017, le rapport de financement entre le sport paralympique et olympique était de 1 pour 20. En 2023, il était de 1 pour 8. Concrètement, le financement des fédérations paralympiques est passé de 2,6 millions d'euros à 8,4 millions d'euros et les aides personnalisées au profit des sportifs ont augmenté de 1 million (de 100 000 euros à 1,1 million d'euros). Cela représente une multiplication par 3,5 du montant mobilisé par l'Agence nationale du sport pour soutenir la haute performance paralympique et cet effort s'est encore densifié dans la perspective de Paris 2024. C'est un afflux très important de moyens financiers et humains pour le paralympisme afin de rattraper un retard, un peu coupable, on va dire, de l'accompagnement du haut niveau.

La présence d'athlètes français dans les 22 disciplines peut-elle mécaniquement apporter plus de médailles ?

Pas forcément, parce que sur certains sports et particulièrement ceux collectifs, à l'exception du basket, on est qualifiés d'office. Beaucoup d'athlètes vont découvrir pour la première fois les Jeux, donc on ne s'est pas aguerri de la même façon que si on était allés chercher notre qualification. Avec 237 athlètes, plus les 20 guides et assistants, la France est la 3^e nation en nombre derrière la Chine et le Brésil, mais devant l'Angleterre et les États-Unis qui, jusqu'à présent, étaient loin devant nous en la matière.

Justement, les États-Unis ont annoncé une parité parfaite avec 110 femmes et 110 hommes (hors guides). Pourquoi n'est-ce pas le cas de la délégation française ?



À 19 ans, la double championne du monde de poursuite individuelle Heïdi Gauguin vise le titre olympique.

ALEX WHITING/ANP/PHOTO



Insolite

Tatouages olympiques : fini de les cacher !

Alors qu'ils pouvaient être sanctionnés voire disqualifiés en raison de leur tatouage représentant des anneaux olympiques, les para-athlètes pourront désormais les arborer

fièrement. Une décision du Comité international paralympique (CIP) qui marque la fin d'une interdiction mise en place lors des Jeux de Londres en 2012, car le CIP ne voulait pas être confondu avec le Comité international

olympique (CIO). Ces deux entités sont en effet distinctes avec chacune leur logo. Celui des Paralympiques ne représente pas les cinq anneaux pensés par Pierre de Coubertin, mais des virgules de couleur bleu, rouge et vert qu'on nomme « Agitos », signifiant « Je bouge » en latin.



Carton jaune Le déni d'AOC

Dans un élan antidémocratique général de la Macronie, Amélie Oudéa Castéra feint d'oublier qu'elle n'est officiellement plus ministre des Sports depuis le 16 juillet : « Je ne ressens pas un statut démissionnaire. Aujourd'hui on est à fond, avec un gouvernement mobilisé », a-t-elle déclaré mardi sur LCI.

La France est en retard sur les États-Unis, l'Angleterre ou la Chine. Nous avions un quart d'athlètes femmes à Tokyo en 2021, on est aujourd'hui à un tiers. C'est un vrai sujet pour l'équipe de France car le Comité international paralympique a vraiment joué le jeu avec quasiment la parité en nombre d'épreuves féminines et masculines pour ces Jeux de Paris 2024. Aujourd'hui, on ne sait pas expliquer les raisons de ce retard, on ne peut que formuler des hypothèses. On est en train de monter un protocole de recherche en sciences sociales pour comprendre pourquoi les femmes en situation de handicap en France sont moins enclines à s'engager dans un parcours de sport de compétition. Parmi les facteurs pouvant peut-être l'expliquer, il y a le fait que l'équipe de France aujourd'hui est composée d'une majorité de personnes ayant acquis leur handicap au cours de la vie, après des accidents (de travail, de la route, de sport...) et, que, a priori, ce type d'accident concerne moins les femmes, car elles sont moins engagées dans des comportements à risques que les hommes.

Quelles seront les disciplines pourvoyeuses de médailles pour la délégation française ?

Le paracyclisme sur piste comme sur route doit nous apporter la moitié des médailles d'or. La France est aujourd'hui la meilleure nation au monde. Le grand public va beaucoup entendre parler d'Alexandre Léauté, Dorian Foulon ou encore Heidi Gauvain. Le cyclisme représente 60 épreuves sur les 549 au total qui seront disputées dans les 22 sports. Ensuite, vient la natation (140 épreuves), où la France est en train de monter en puissance, et enfin l'athlétisme, qui représente 160 épreuves. Donc, rien qu'avec ces 3 sports, on est à 65 % du total des médailles distribuées. Par conséquent, si vous êtes fort dans au moins deux de ces trois sports-là, vous pouvez briguer une bonne place au classement, et c'est le cas de la France avec le cyclisme et la natation. Ensuite, viennent des sports tels que le tennis de table, le triathlon et le judo, qui doivent aussi rapporter leurs lots de médailles, et des sports collectifs comme le rugby fauteuil et le cécifoot. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR NICOLAS GUILLERMIN

GOALBALL

À trois contre trois, il faut savoir marquer au son des grelots

Les Jeux de Paris sont l'occasion pour le grand public français de découvrir cette discipline créée exclusivement pour les sportifs non voyants et malvoyants. Ambroise Daudin, membre de l'équipe de France, a bien voulu guider nos pas.

Deux étranges cages, extrêmement longues, ont remplacé les buts carrés de handball, dans le hall 6 de l'Arena Paris Sud, porte de Versailles. Ces filets de 9 mètres de long – soit toute la largeur du terrain – et 1,30 mètre de haut désigneront les champions paralympiques de goalball, à l'issue des huit jours de compétition qui démarrent ce jeudi. Ce sport, imaginé en 1946 pour aider dans leur réadaptation des vétérans de guerre devenus aveugles, est, avec la boccia, l'un des deux seuls des JP à être pratiqué uniquement par des personnes en situation de handicap.

L'objectif est simple : l'un des trois joueurs de chaque équipe doit lancer le ballon depuis son camp dans les filets des adversaires. Lesquels peuvent user de tout leur corps pour arrêter la balle, avant d'attaquer à leur tour. « Lorsque nous récupérons le ballon, il y a beaucoup

de possibilités, ce n'est pas simplement tirer l'un après l'autre, explique Ambroise Daudin, membre de l'équipe de France, en quête de médaille paralympique. Tirer rapidement, faire des feintes, des passes, pour ne pas que les défenseurs comprennent d'où et quand va partir la balle... Puis, il y a plusieurs techniques de tir, entre celles rapides qui rasent le sol, les balles à rebond pour surprendre, les liftées pour accélérer... c'est un sport très stratégique. »

QUAND LE SILENCE EST D'OR

En défense, l'ouïe est leur arme principale. Pour contrer les frappes, les joueurs s'aident du son des grelots placés à l'intérieur du ballon. Durant le jeu, le silence est donc imposé aux spectateurs. « À Paris, avec 7 000 spectateurs, ce ne sera pas évident, mais on s'est aussi entraînés à nous concentrer avec le brouhaha. C'est l'un des principaux enjeux, se focaliser sur les sons qui nous

important pour comprendre les trajectoires de balle et les mouvements des adversaires. » Le toucher est aussi sollicité pour se repérer. Grâce à la barre transversale de son propre but, pour bien se représenter l'axe du terrain, et à des scotchs au sol délimitant chaque zone.

Dès ce jeudi, les deux équipes de France seront sur le parquet, à 14 h 45 pour les femmes contre le Canada et à 17 heures pour les hommes contre le Brésil. Un défi de taille face à la meilleure équipe au monde où les joueurs sont professionnels, contrairement aux Tricolores. « Ces Jeux peuvent justement permettre de développer le goalball, qui n'est pratiqué que depuis huit ans en France », espère Ambroise Daudin. Le déclencheur pourrait être une grande performance de son équipe dans la compétition, poussée par ses supporters. Au moins entre les points. ★

FLORENT LE DU

Les Paralympiques sont de retour, avec leur floppée d'histoires inspirantes, émouvantes, bouleversantes. Tony Estanguet a promis « une claque monumentale », prise « collectivement », puisque les performances des para-athlètes « sont non seulement spectaculaires, mais elles nous font avancer, réfléchir ensemble ». En somme, ces sportifs qui, « malgré leur handicap », accomplissent des exploits insoupçonnés grâce à leur légendaire détermination, donnant des « leçons de vie » aux autres, portent la responsabilité de faire avancer le peuple tout entier. Ces athlètes de haut niveau aspirent à remporter la médaille d'or, et pour cause, ils ont travaillé sans relâche pour atteindre les sommets. Des milliers d'obstacles supplémentaires à ceux des athlètes dits « valides » obstruent leur chemin. Par exemple, l'inaccessibilité des transports pour se rendre aux entraînements, l'inexistence de leur discipline dans leur ville, les obligeant à traverser la moitié de la France pour s'entraîner. Pour beaucoup, cette possibilité repose sur la disponibilité d'un ou d'une guide, comme la course ou le vélo pour les

LA CHRONIQUE DE GÜLER KOCA

SPECIALISTE DE LA DIVERSITÉ
ET DE L'INCLUSION À L'OIT, EX-MEMBRE
DE L'ÉQUIPE DE FRANCE DE GOALBALL



Une claque monumentale

athlètes non ou malvoyants. Ce n'est pas pour « dépasser le handicap » que ces athlètes se sont battus, mais pour devenir les meilleurs dans leur discipline tout en étant contraints de compenser les failles de la société et l'absence de politiques publiques. Placer le curseur sur les athlètes handicapés simplement lorsqu'ils réalisent des exploits, en utilisant la sémantique du super-héros, porte en outre préjudice aux millions d'autres



personnes en situation de handicap qui aspirent simplement à pratiquer le sport en loisir. Ils se heurtent à une longue série d'obstacles comme le manque d'accessibilité des salles de sport ou à des discriminations à répétition par beaucoup de clubs grand public qui ont peur d'« accepter des handicapés »...

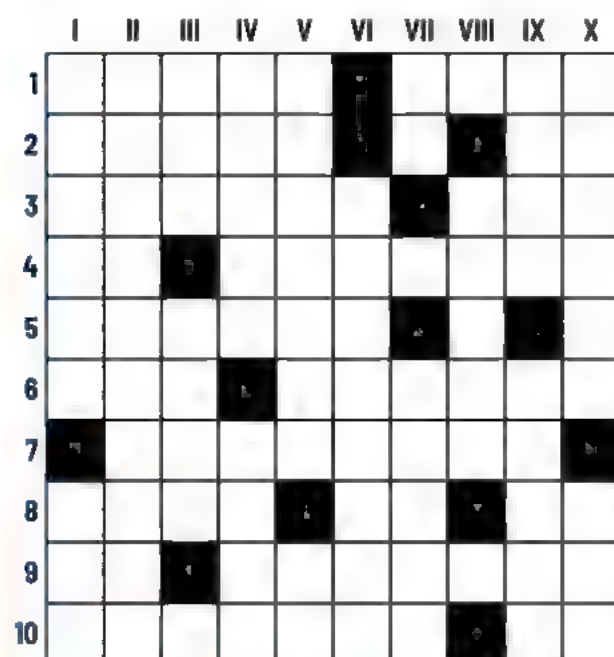
Enfin, admirer davantage un exploit parce qu'il provient d'une personne handicapée traduit le fait que les attentes de la société envers elle sont moins élevées, et constitue une forme de projection malsaine. On s' imagine qu'à sa place, on serait bien incapable d'en faire de même. Et on se rassure inconsciemment de ne pas être comme elle, convaincu que l'on a plus de chance qu'elle ou que, de fait, nous n'aurions plus de raison de ne pas aller au bout de nos objectifs. Le regard porté par la société sur le handicap oscille constamment entre misérabilisme et super-héros, sans juste milieu salvateur, tel un pendule infernal et dévastateur. Admirez ces athlètes pour des raisons saines et délestons-les de ce fardeau immense, cette mission de faire avancer la société tout entière. ★

RETROUVEZ L'HUMANITÉ
SUR INTERNETReportages, analyses,
entretiens, chroniques,
vidéos, directs...Toute notre actualité
à portée de clic.

www.humanite.fr

facebook.com/
humanite.frtwitter.com/
humanite_frlinkedin.com/
company/lhumaniteCompte lhumanitefr
sur Instagram

MOTS CROISÉS N° 24 015 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Alluchons. Des chaînes de bagnards.
2. Moyen de succès. Vieux oui dans les dialectes romans. 3. Narine du cheval. Sémiologue italien. 4. Ton de do. Ville des Pays-Bas. 5. Cercueils. 6. Orient. Espace libre entre un lit et le mur. 7. Jument qui présente une concavité exagérée sur le dos. 8. Chenal reliant un étang côtier à la mer. Satellite de Jupiter. Jeu de stratégie. 9. Dieu solaire. Érodées. 10. Attendue vivement. Possessif.

VERTICALEMENT

I. Deuxième fleuve d'Europe. Ce qui convient. II. Nationaliseras. III. À nous. Volcan qui abritait les forges des Cyclopes selon la mythologie. IV. Sicaire. Aigrette. V. Ancienne monnaie d'argent. Pépite. VI. Religieuse. VII. Pouah. Oraison. VIII. Source des connaissances générales. IX. Saint souvent invoqué contre la peste. Incomplètement chargés. X. Moulure semi-circulaire. Entreprit avec assurance.

SOLUTION HORIZONTALEMENT. 1. Dents. 2. Atout. 3. Nasseau. 4. Ut. 5. Bieres. 6. Est. 7. Ruelle. 8. Gra. 9. Go. 10. Espère. Sa. V. Stalère. IV. Etna. V. Tuer. Sure. VI. Ursuline. VII. Fl. Éloge. VIII. École. IX. Roch. Lèges. X. Scotie. Usa.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès Directeur Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil
de surveillance. Société nouvelle du journal
l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros Siège social 5, rue
Pleyel, immeuble Caliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 47

Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur
de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice
de la rédaction ; Anthony Daquet, secrétaire général
et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon,
directeur des développements

Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité,

Association des rectrices et des lecteurs

de l'Humanité

Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles),

Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)

Numéro ISSN 0242-8870

Dépôt légal Date de parution

Commission paritaire 1124 C 79615

Tirage du mardi 27 août 34 906 exemplaires

Imprimé sur des papiers produits en France Belgique

et Espagne - 80 % ou 100 % de fibres recyclées - IFDG

Eutrophisation PTot 0,01 kg/tonne

LES VOYAGES
l'HumanitéViet Nam
Du Nord au Sud

LE +
VOYAGE ACCOMPAGNÉ PAR
DOMINIQUE BARI, EX-CORRESPONDANT
DE L'HUMANITÉ EN ASIE

RENSEIGNEMENTS
ET RÉSERVATIONS
LVJ - TLC VACANCES
06 85 07 83 02
contact@lvj-voyages.com

l'Humanité

l'Humanité
magazine

l'Humanité

LES VOYAGES
l'HumanitéCuba
CUBA NE SE RACONTE PAS
CUBA SE VIT.

LE +
VOYAGE ACCOMPAGNÉ PAR
MAÏTÉ PINERO, EX-CORRESPONDANTE
DE L'HUMANITÉ EN AMÉRIQUE LATINE

RENSEIGNEMENTS
ET RÉSERVATIONS
Association Cuba Linda
05 53 08 96 66
cubalinda@wanadoo.fr
voyage@humanite.fr

l'Humanité

l'Humanité
magazine

l'Humanité

Jamais deux sans trois. Après 1973 et 1991, Angela Davis va réaliser en cette année olympique – le triplé. Le lieu a changé – elle n'a connu que les allées de La Courneuve –, de nouvelles générations ont investi l'événement, mais aucun doute que cette figure intellectuelle et militante du demi-siècle écoulé retrouvera rapidement ses marques. Peut-être se remémorera-t-elle ses premiers pas dans les allées de ce rendez-vous de septembre qui, au début des années 1970, scandait son nom et l'exigence de sa libération.

L'Amérique sortait alors d'une décennie de mouvements qui avaient secoué l'ordre établi : pour les droits civiques et les droits des femmes, contre la guerre au Vietnam. Alors que Richard Nixon s'était emparé de la Maison-Blanche, le mouvement réactionnaire avait décidé de contre-attaquer. Dans la Californie qui avait vu naître les Black Panthers, un ex-acteur de seconde zone de venu gouverneur républicain de l'État voulait faire un exemple avec une jeune femme, universitaire noire et communiste. Ronald Reagan versus Angela Davis. Cette dernière, exclue de l'université sur instigation du premier, se retrouve ensuite happée par la machine politico-judiciaire. On connaît l'histoire. Accusée de complicité d'une fusillade, désignée comme « ennemie publique », elle choisit la cavale, seul moyen d'échapper à une exécution par le FBI. Arrêtée en 1970 à New York, qualifiée de « terroriste » par le président Nixon, placée à l'isolement dans sa prison, elle fait face à un jury exclusivement blanc et risque la peine capitale.

UNE ÉGÉRIE VISIONNAIRE

Mais l'affaire se joue déjà en dehors du prétoire. Partout dans le monde, un mouvement de solidarité s'est déclenché : sur tous les continents, on exige sa libération. Les Rolling Stones lui consacrent une chanson, *Sweet Black Angel*. John Lennon et Yoko Ono écrivent *Angela*. En France, Aragon, Sartre, Prévert, Genet dénoncent le racisme, le maccarthysme persistant, l'arbitraire de sa détention. Le 3 octobre 1971, à l'initiative de la Jeunesse communiste,

ANGELA DAVIS Le grand retour d'une combattante

PORTRAIT Après ses participations à la Fête de l'Humanité en 1973 et 1991, cette figure intellectuelle et militante majeure du demi-siècle écoulé sera de nouveau présente pour des rencontres et débats.



100 000 personnes foulent le pavé parisien, en compagnie de Fania, la sœur cadette d'Angela. *L'Humanité* se fait le porte-voix de ce mouvement de solidarité.

Finalement, coup de tonnerre, le 4 juin 1972, Angela Davis est acquittée. Le racisme systémique américain a perdu une bataille, mais pas la guerre. La militante le sait. Elle poursuit son combat, sa notoriété désormais mondiale offrant un écho démultiplié à son message. En septembre 1973, elle vient le porter dans les allées de la Fête de l'Humanité,

Sa notoriété des années
moins de
une hôte d'honneur
à son mes age

où sa silhouette devenue iconique ne passe pas inaperçue. Elle y rencontre des militants qui se sont mobilisés pour sa libération et, au milieu des photos et micros, échange avec un Georges Marchais tout sourire.

Depuis son deuxième passage lors de l'édition de 1991, l'Amérique a élu son premier président noir et s'apprête peut-être à porter à la Maison-Blanche sa première présidente noire. Les mouvements d'émancipation ont trouvé des formes nouvelles (Black Lives Matter, #MeToo), dont Angela Davis avait déjà envisagé la convergence dans son livre *Femmes, race et classe*, publié en 1983. On parlera de tout cela avec elle et sans doute de tant d'autres choses, comme des amis qui se retrouvent. ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX

À Barcelone (Catalogne),
en octobre 2017.

QUIQUE GARCIA/EF/E/SIPA

LA FÊTE DE L'HUMANITÉ
13 • 14 • 15 Sept 2024
OFFRE SPÉCIALE LECTEURS ET LECTRICES DE L'HUMANITÉ
PASS 3 JOURS À 45€

BON DE COMMANDE PASS 3 JOURS

Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs, toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.

Nom / Prénom

Adresse

Code postal Ville

Tél. E-mail

Je souhaite recevoir à mon domicile ☐ Pass 3 jours x 45 € = €

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Société nouvelle du journal L'Humanité ») à :
L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex

Le rendez-vous
des livres

SPÉCIAL RENTRÉE LITTÉRAIRE

En empathie avec la Kanaky

LITTÉRATURE

Alice Zeniter explore les strates de la Nouvelle-Calédonie, de l'histoire du bagne aux luttes indépendantistes actuelles. Un récit qui recoupe un pan de son histoire familiale.

Frapper l'épopée, d'Alice Zeniter,
Flammarion, 352 pages, 22 euros

Le titre, emprunté à la rappeuse Casey, claque comme un étendard. On peut y lire une manière de questionner les récits ancrés, de renverser la perspective pour permettre aux peuples colonisés de reprendre la main sur leur histoire. Qu'il s'agisse des harkis et des conséquences de la colonisation de l'Algérie dans *l'Art de perdre* (2017), de l'engagement politique dans *Comme un empire dans un empire* (2020) ou, récemment, de l'inquiétude générationnelle face au réchauffement climatique dans le film *Avant l'effondrement* (coréalisé avec Benoît Volnais, 2023), Alice Zeniter surprend toujours par sa capacité d'inventer des formes pour saisir le contemporain. Son onzième livre, *Frapper l'épopée*, s'aventure sur des terres nouvelles tout en rassemblant les thèmes qui irriguent son œuvre. Un roman d'autant plus passionnant qu'il percuté l'actualité récente, l'élection en juin de l'indépendantiste Emmanuel Tjibaou à l'Assemblée nationale et le verdict des rapporteurs de l'ONU, accusant fin août la France de « porter atteinte à l'intégrité de l'ensemble du processus de décolonisation ».

En 2018, Joseph Andras s'était rendu en Nouvelle-Calédonie pour enquêter sur la mort d'Alphonse Dianou



Les trois types habitants l'île des Pins, Nouvelle-Calédonie : un kanak, un bagnard européen, un prisonnier algérien déporté. Dessin d'Edouard Massard, 1877. Extrait de *l'Album de l'île des Pins*, de Léonce Rousset.

et l'issue tragique de la prise d'otages de la grotte d'Ouvéa, en 1988. Même si on pressent un important travail documentaire en amont, la démarche d'Alice Zeniter est tout autre. Attachée au roman et aux possibilités qu'offre la fiction, elle s'en saisit pour déployer les ramifications d'un récit complexe, fait de strates géologiques et historiques qui pèsent sur le présent de la jeunesse kanak. Une jeunesse en colère, qui arbore le tatouage KNKY XXcra (Kanak y vaincra) et tente de réinventer la lutte. Tass, la trentaine, se réinstalle sur le Caillou après dix années de va-et-vient avec la métropole. Récemment séparée de Thomas, faute d'avoir pu s'entendre sur un lieu de vie commun, Orléans ou

Nouméa, la professeure de français remplaçante retrouve son chat, le bien nommé Gras, sa mère, Pascale, métropolitaine restée en Nouvelle-Calédonie après la mort de son mari, son frère Ju, et Laurie, sa collègue et amie. Dans une classe de lycéens peu passionnés par son cours sur *l'île des esclaves*, de Marivaux, elle remarque Célestin et Pénélope, des jumeaux de 16 ans à l'allure fière. Quand ils cessent de venir en cours, Tass, qui a vu sur le bras de Pénélope un tatouage indépendantiste, part à leur recherche.

En une alternance de chapitres, Alice Zeniter déploie la trajectoire de Tass et celle du groupuscule secret qu'ont rejoint les jumeaux. Formé par FidR (Fille

de la réussite), NEP (N'épousera pas un pauvre) et Un Ruisseau, deux filles et un garçon, ce groupe mène des actions au nom de « l'empathie violente », un drôle d'oxymore où se mêlent compréhension, douceur et radicalité politique. Comme la jeune artiste de *l'Art de perdre*, en quête de ses origines harkies, Tass s'interroge sur ses appartenances multiples et les silences reçus en héritage. Est-elle fille de colons ou de colonisés ? Comment combler les béances de l'histoire familiale ? C'est en tombant dans un trou d'eau qu'elle trouvera des réponses sur son aïeul algérien déporté en Nouvelle-Calédonie et la transmission interrompue. Dans un fondu enchaîné où tourbillonnent les fantômes, elle interrogera la colonisation de l'île et l'implantation du bagne où Louise

En 2019, à la faveur d'un voyage sur le Caillou, la romancière apprend que des Kabyles y ont été déportés.

Michel, prisonnière politique, a purgé une peine de sept ans pour avoir participé à la Commune de Paris. Une scène vertigineuse où Alice Zeniter, en une étrange échappée hors de la fiction, livre la source du roman. En 2019, à la faveur d'un voyage sur le Caillou, l'autrice apprend que des Kabyles ont

été déportés en Nouvelle-Calédonie. Elle y retournera en 2023, armée d'un bagage historique et littéraire. « J'ai en grande partie inventé Tass pour pouvoir la placer sur le bord de la rivière, pour me dire que c'est elle que je regarde et que c'est à elle que je parle quand je me déplace jusqu'ici », écrit-elle. Avec ce personnage miroir hanté par le flou de ses origines, Alice Zeniter a l'intelligence de ne pas parler à la place des Kanak, même si la tentation est grande de fantasmer une alliance évidente entre tous les « perdants de l'Histoire ». Traversé par les échos de multiples luttes, dont celle des femmes victimes de viol et d'inceste, *Frapper l'épopée* se saisit de l'empathie comme d'un outil puissant et, comme le dit Un Ruisseau en citant la poétesse et femme politique Déwé Gorodey, invite à « casser la voix des on parle pour toi ».

SOPHIE JOUBERT

Hélène Giannecchini compose sa lignée

LITTÉRATURE L'autrice de *Voir de ses propres yeux* revient sur un désir d'amitié et une volonté de se constituer une généalogie alternative.

Un désir démesuré d'amitié, d'Hélène Giannecchini, Seuil, « Librairie du XXI^e siècle », 270 pages, 21 euros

Et si l'amitié était une question politique ? Saint-Just, nous rappelle Hélène Giannecchini dans son nouveau livre, avait proposé en 1794 de donner un statut à l'amitié, « comme la filiation ou le mariage ». « Tout homme âgé de 21 ans est tenu de déclarer dans le temple quels sont ses amis et cette déclaration doit être renouvelée tous les ans pendant le mois de ventôse. » Une idée qui rend à ce lien, souvent invisible tant il est banalisé, « sa puissance et son autonomie ». « L'amitié nous sauve. Elle est un principe fondateur et une protection, (...) une alternative à la famille biologique, une autre manière de lier, une force politique... »

C'est en face à face, plus qu'en opposition, avec la famille que l'amitié prend son sens. Hélène

Giannecchini nous invite dans *Un désir démesuré d'amitié* à une exploration des mille et une façons de se « composer une généalogie alternative ». L'autrice l'annonce : « Je reconstitue des branches fictives de ma famille. » Le voyage passera par des territoires inattendus – la photographie, la sociologie –, qui se recombinaient avec le récit personnel pour un roman où rien ne sera faux mais où la « fiction » prendra un sens nouveau.

UNE TENDRESSE VISIBLE MAIS PUDIQUE

Devant une photographie, celle de deux hommes allongés dans l'herbe, naît cette idée d'appartenance familiale. L'un d'eux se blottit contre l'autre avec une tendresse visible mais pudique. Ou prudente : nous sommes au début des années 1950. La photo fait partie d'un ensemble où se dit toute une vie. Dans les années 1980, l'un d'eux disparaît, comme beaucoup de gays. De ces deux-là l'écrivaine se sent plus proche que d'un grand-père qu'elle n'a jamais connu : « Disons qu'ils ne sont pas plus éloignés. »

Hélène Giannecchini imagine « mille vies à ces deux hommes couchés dans l'herbe ». Historienne de la photographie, elle a accès à des archives queer – celles de Casa Susanna, un bed and breakfast

américain où se retrouvaient pendant les années 1950 des « hommes travestis en femmes » et des « femmes transgenres » –, et aussi aux négatifs de Donna Gottschalk, photographe et militante lesbienne du Vermont. Dans toutes ces images se lisent l'invention de liens inédits, la résistance, la libération. Cette déviance, qui n'est que le constat de l'existence d'une norme, passe d'abord, dit un sociologue, par une solitude, « avant de trouver son groupe ».

Le « désir démesuré d'amitié » tient-il sa source dans cette « impression de vivre à rebours du courant général » ? On se gardera d'une réponse aussi simple. Dans les récits de vie qui composent cette enquête, Hélène Giannecchini reconstitue à la fois les étapes de sa vie « féministe, minoritaire, queer », de ses relations amoureuses qui ont été les moments où elle a découvert Judith Butler ou Monique Wittig. Elle raconte ce qu'il a mené à créer « une autre famille en plus de celle qu'elle a déjà » – et qu'elle ne rejette pas. Elle le fait avec un aplomb sans réplique : « J'ai choisi tous ses membres. C'est moi qui ai composé ma lignée, le passé ne s'est pas imposé au présent comme cela se fait d'ordinaire. » Tout cela dans un livre fin et puissant dont on ne peut qu'être l'ami.

ALAIN NICOLAS



Michèle Levieux, le septième art volubile

DISPARITION À 78 ans, la critique de cinéma de *L'Humanité* s'est éteinte. Pour le journal, elle réalisait des entretiens au long cours, avec un goût affirmé pour les œuvres d'Europe de l'Est, d'Iran, de Turquie et du continent asiatique.

Née à Paris le 22 janvier 1946, la critique, journaliste et programmatrice de festivals a commencé à collaborer à *L'Humanité* en 1987. Pour le journal, elle a écumé les festivals, de Moscou à La Havane, de Nyon au Caire, en passant par Gand, Cracovie, Leipzig ou Sarajevo. Et son chouchou, Venise. Elle s'était aussi spécialisée dans les entretiens au long cours, avec une prédilection pour les cinéastes d'Europe de l'Est, d'Iran, du Maghreb, de Turquie et d'Asie. D'ailleurs, Michèle avait tendance à prolonger les plaisirs. Beaucoup d'attachées de presse et de cinéastes se sont arraché les cheveux

pour tenter d'interrompre ses interviews. Paradoxalement, en s'affranchissant des codes, elle était devenue une figure attachante pour nombre d'entre eux. « C'est quelqu'un pour qui la vie et le cinéma passaient par-dessus tout », dit d'elle la comédienne Caroline Ducey. « Je retiens son goût de la liberté et son ouverture sur le monde, le cinéma, les gens. Son père, diplomate, lui a donné le goût des mots. Elle parlait plusieurs langues, elle a vagabondé dans le monde entier pour le cinéma », raconte l'attaché de presse Thomas Chanu Lambert. « Michèle était un trésor vivant qui en parlant te faisait voyager sur

les cinq continents », raconte son ami Yé Lassina Coulibaly.

Dotée d'une imagination débordante, « Michèle était très proche du personnage de Big Fish dans sa vision du monde », la décrit Jennifer Cotillard, l'une de ses « filles de cœur ». Quand on fermait la porte, Michèle tentait d'ouvrir la fenêtre. Aussi, peinant à arracher des mots au cinéaste coréen Hong Sang-soo, elle débloqua la situation en lui demandant de dessiner. Elle aimait aussi donner des coups de pouce. Ainsi, Rabah Nait Oufella, comédien débutant d'*Entre les murs*, l'a-t-il rencontrée pour son deuxième long métrage. « L'entretien devait durer dix minutes, il a duré quatre heures. Le courant est bien passé, elle m'a présenté un agent et j'ai continué », la remerciait-il. Michèle était gourmande, généreuse, érudite, bonne vivante et très bavarde.

Déjà diminuée depuis quelques mois, elle n'avait pu se rendre au Festival de Cannes en mai. Victime d'un AVC le mois suivant, elle est morte le 27 août.

MICHAËL MÉLINARD

Il fallait l'entendre arriver en projection, voix qui porte et salut généreux, avec sa canne en guise de bâton de maréchal. Dans les salles de cinéma, Michèle Levieux était chez elle, omettant parfois de baisser d'un ton en commentant des séquences à son voisin. Une caractéristique qui faisait aussi tout son charme.



Aubin, 24 ans, espère que son témoignage aidera d'autres jeunes à sortir de leur dépendance.

«Ils ne savent pas ce qu'est le plaisir sans chimie»

PLATEFORME Julie Robert et Christo Roussev ont suivi Aubin dans son combat contre l'addiction à la drogue et au sexe. Un parcours long de neuf mois dont ressort un portrait intime et sans concession.

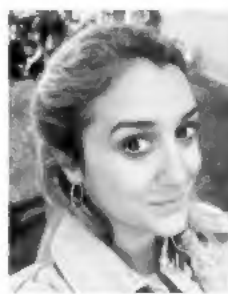
Chems : sexe, drogue et dépendance, France.tv

Le 10 février 2023, le comédien Pierre Palmade est retrouvé, sous l'emprise de drogues, au volant du véhicule qui a causé un grave accident de la route en Seine-et-Marne. La pratique du chemsex, dont l'humoriste était un adepte, s'est alors retrouvée sur le devant de la scène. Jusqu'ici discret, le phénomène, qui consiste en la consommation de drogues dans le but d'avoir des rapports sexuels, devient un sujet national. D'un coup, les pratiquants – essentiellement homosexuels – ont vu leur communauté médiatisée, victime d'homophobie et

associée à des faits divers sordides. De quoi pousser les documentaristes Julie Robert et Christo Roussev, qui travaillaient sur le sujet depuis plusieurs semaines déjà, à rétablir les faits et à donner la parole aux premiers concernés. La coréalisatrice revient sur ces neuf mois de tournage.

Comment, avec tant de préjugés et de fausses informations sur le chemsex, avez-vous réussi à trouver un équilibre sur la manière d'aborder le sujet ?

Nous avons mis des semaines, avec Christo Roussev, à dessiner les contours de ce qu'était cette pratique. Je me suis renseignée auprès de mes proches qui font partie de la communauté LGBTQIA+. Il y avait toujours une zone d'ombre :

JULIE ROBERT
Réalisatrice

est-ce que nous pouvons parler de chemsex si ce sont des hétéros qui prennent les mêmes drogues ? Est-ce que nous intégrons la cocaïne ou la MDMA, mais pas la 3-MMC ou le GHB ? Chaque personne interrogée avait sa définition. Ensuite, nous ne souhaitions pas tomber dans un documentaire à charge dont l'existence n'aurait servi qu'à juger et à condamner les consommateurs. Mais, en même temps, nous voulions éviter de réaliser un film trop sexy, comme la série de HBO *Euphoria*.

Comment avez-vous tranché ?

C'est un sujet de santé publique, donc nous souhaitions rester justes. D'où le parti pris de ne pas avoir de commentaires en voix

off. La parole des consommateurs porte le récit. Il y a des périodes de rechute, des moments où l'on a envie de les secouer, et nous assumons d'avoir été sans concession. À l'inverse, il y a aussi des moments où nous étions dans l'empathie et dans la douceur. Le contrat était : « Nous allons prendre tout ce qui vient et nous allons le raconter de manière brute, sans tenter de l'enjoliver. » Nous avons essayé de comprendre ce qui les poussait à la consommation, de la performance sexuelle à la guérison de blessures profondes. Il était aussi essentiel pour nous d'aborder la santé mentale des consommateurs. On ne peut pas parler de chemsex, et donc d'états seconds, sans que le spectre du viol n'apparaisse.

Le récit s'articule autour du quotidien d'Aubin, qui tente de soigner son addiction. Forger une relation de confiance n'a pas été trop difficile ?

De manière surprenante, il a tout de suite répondu positivement à notre demande. Il ne se rendait pas compte de ce que cela impliquait et, alors que la date du premier tournage approchait, il a fini par prendre peur. Nous avons pris du temps pour lui expliquer notre démarche. Nous avons rencontré ses proches, notamment son petit ami, qui nous a posé beaucoup de questions. Il a vraiment fallu lui expliquer que nous allions passer de très longues heures à discuter, rencontrer sa famille, le filmer au travail, le suivre lui et ses potes en soirée. Nous avons passé neuf mois avec lui. Au gré des discussions, nous nous sommes rendu compte que, comme d'autres consommateurs rencontrés, il dédramatisait sa propre consommation. Plusieurs d'entre eux nous racontaient : « C'était super, parce qu'à l'âge de 15 ou 16 ans, j'étais invité par plein d'hommes plus âgés dans des partouzes. En plus, je ne payais pas la drogue. » Quand nous avons reçu cette information, il a fallu que nous trouvions le recul nécessaire pour déceler les différents profils. Certains ont un cadre de vie défini, avec un couple, un travail, une personnalité construite et vont faire du chemsex deux fois par an, dans des soirées cadrées. D'autres, comme Aubin, sont tombés là-dedans très jeunes et ont construit leur sexualité avec cette pratique. Ils ne savent pas ce qu'est le plaisir sans chimie. C'est une addiction à la drogue et au sexe, une fois qu'on a réglé l'une, il reste l'autre.

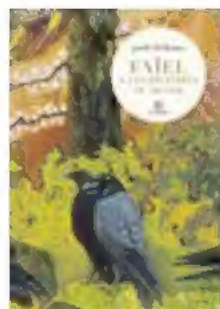
Qu'est-ce qui a motivé Aubin à accepter votre présence ?

Il avait le sentiment que son histoire allait donner du courage à ceux qui se retrouvent dans son profil de mec qui a grandi à la campagne, dans un village où il ne fait pas trop bon être gay, avec des parents qui n'acceptent pas la situation, et qui déménage à Paris. Il s'est enfin rendu compte que notre projet l'a aidé à mettre des mots sur sa situation et à prendre conscience de ce qu'il vivait. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR TOM DEMARS-GRANJA

Premiers romans

Faïel et les histoires du monde,
de Paolo Bellomo,
éditions le Tripode,
320 pages, 20 euros



Puis il y a eu un bruit de pas de course, des cris, et les dizaines de corps debout ont laissé passer mon grand-père, qui s'est jeté vers la table avec mon père dessus et qui s'est arrêté en plein milieu du mouvement, comme si un poids lui était tombé dans la tête et avait rendu plus lourds tous les membres de son corps. Et là, devant le corps allongé de papa, une lumière comme le sourire d'un fou lui a traversé les yeux et il s'est mis à respirer fort et à courir dehors, suivi par la moitié des gens qui se tenaient là, et qui ont enfin pu crier quelque chose, ils n'en pouvaient vraiment plus, tu vas où, arrête-toi, hé, Vitelarinze!, c'est là que j'ai entendu la voix de ma grand-mère Mari-

sabède qui, au milieu des sanglots, tenait une note rêche qui devenait de plus en plus forte. Ça vibrail partout et je détestais ce son si familier qui venait se glisser dans mon oreille et lui disait de se laisser faire, qu'après tout ce n'était que la voix de ma grand-mère, la même qui me chantait les berceuses, que je n'avais rien à craindre, la même qui chantonnait en venant nous chercher à la crèche, à l'école. Toutes les autres voix se sont accordées à la voix de ma grand-mère et ont chanté un chant qui disait qu'on lui avait pris son fils, qu'il était beau et qu'on lui avait pris, qu'il était bon et qu'on lui avait pris, son fils à elle. Samouèle. Mon père.

Sous un abondant soleil, dans ce pays où oliviers et figuiers se partagent la ligne d'horizon, *Faïel et les histoires du monde* est une aventure humaine passionnée, née sous la plume aiguisée de Paolo Bellomo. Avec son imaginaire et son regard de petit bonhomme, le « héros » découvre que Samouèle, son père, a été assassiné, sans doute par Colin Saintorsole, son patron. Puis il raconte, toujours à sa façon, comment avec Nennelle, sa petite sœur, et Sisine, sa mère, ils ont dû fuir la petite ville où ils étaient devenus des étrangers...

L'auteur est né en Italie, il n'y a pas quarante ans, à Bari, sur l'Adriatique, au cœur de la région des Pouilles. C'est à l'âge de 22 ans qu'il découvre la France pour la première fois, dans le cadre du programme universitaire Erasmus. Aujourd'hui, après « un mémoire de licence sur la traduction par Calvino des Fleurs bleues de Queneau » et une thèse portant sur « La pensée de la traduction », il s'est installé en région parisienne. Il y poursuit son chemin dans plusieurs directions, qui se rejoignent souvent.

UN ESPRIT FERTILE

La poésie le séduit toujours, l'écriture de paroles de chansons aussi, le roman désormais, sans oublier la traduction qu'il poursuit avec gourmandise. Ajoutons encore le métier de libraire à temps partiel, histoire de nager toujours en milieu fertile pour des idées en mouvement. Ce récit est né d'un premier jet d'écriture qui aurait pu devenir une pièce de théâtre. Parce que Paolo Bellomo a aussi pendant quelques années tâté de l'art dramatique avec des amis. « Mais j'ai vite compris qu'un texte de roman se dessinait sous mes doigts, sur le clavier de l'ordinateur », prévient-il.



« Faire habiter les corps par les mots »

Nouveau romancier, mais déjà dramaturge, poète et traducteur, **Paolo Bellomo** revendique une liberté de ton dans un récit qui approche le fantastique, mais aussi le drame de l'exil forcé.

L'ouvrage *Faïel et les histoires du monde* n'est pas un texte banal. « Il s'y passe des choses très bizarres, on peut y voir des rats qui dansent, des oiseaux qui parlent, une armée de chanteurs... » s'amuse-t-il, avant de parler aussi d'une « violence contre les étrangers qui se nourrit de ce qu'on connaît aujourd'hui ». Aussi loin qu'il s'en souvienne, les livres ont marqué son quotidien. Dès avant sa naissance, ses parents, avec quelques amis, avaient ouvert une petite librairie. Elle ne fonctionna pas plus de quelques années, mais cela confirme cette passion partagée du texte imprimé. Dans cette famille installée dans un quartier populaire, on lisait beaucoup. « Mais sans ordre, on prenant tout ce qui se présentait, s'échangeait entre amis. »

DES LIVRES DE CHEVET

Paolo Bellomo se souvient aussi, ce qui l'amuse beaucoup, que le premier ouvrage qu'il « a lu tout seul était une bible illustrée qui traînait à la maison, alors que (s)es parents n'étaient pas même croyants ». Puis, très vite, le jeune Paolo est devenu sérieux, trop. « Moi aussi, je

saisissais tout ce qui passait à ma portée. À 12 ans, j'avais lu presque tout Dickens. On ne me conseillait pas tel ou tel livre. On les laissait traîner pour que je m'en empare. C'est comme ça que j'ai découvert, par exemple, le Bon Gros Géant, de Roald Dahl, sur la table de chevet de mon père. C'est en fait à travers tous ces ouvrages que les affects passaient. On pouvait ainsi parler livres et c'était peu dangereux, c'était bien ainsi. »

Et puis, un jour, voilà un choc avec les *Dix Droits du lecteur*, de Daniel Pennac. « Jusque-là, je ne savais pas que l'on avait le droit de ne pas terminer un livre, de sauter des pages, etc. Un peu plus tard, j'ai lu l'Aveuglement, de José Saramago, autre choc troublant : je ne savais pas non plus que l'on pouvait écrire comme ça. » Puis c'est la « découverte de García Márquez, des Russes comme Dostoïevski. Il y a eu un avant et un après. (Il) peu(t) citer aussi Agota Kristof, Roberto Bolaño et beaucoup d'autres. (il est) plus proche de Balzac ou de Maupassant que de Proust. Mais (il) les voi(t) tous (il) suivre comme de grands frères et de grandes sœurs ». Dans la poésie, la traduction, le roman, c'est un même pluriel, avec des amis, des proches qui, dit-il, « (il) aident à faire habiter les corps par les mots. Ce qu' (il) adore ». Il n' imagine pas autrement conserver sa subtile liberté de penser le monde et l'écriture. ■

GÉRALD ROSSI

Demain : *Eureka dans la nuit*, d'Anne-Sophie Kalbfleisch. Retrouvez les épisodes précédents sur www.humanite.fr

Gaulliste dès le 18 juin 1940, la jeune femme s'engage sans hésiter dans la Résistance. D'abord agent de liaison, elle aide ensuite des aviateurs alliés à franchir les frontières.



Odile de Vasselot de Régné est l'enfant d'une famille de militaires.
LILIAN CAZABET/HANS LUCAS/AFP

Une bulle sort de la bouche de Philippe Henriot, façon BD : « Je suis un salaud. » Quatre mots écrits à la va-vite sur une affiche vichyste par une jeune fille de 18 ans qui disent la révolte. Speaker de la TSF, le collaborationniste invite tous les soirs les jeunes Français à s'engager... jusque dans la Wehrmacht. Il est un salaud, donc, et Odile de Vasselot de Régné ne tremble pas. Il faut croire qu'elle se découvre une soudaine appétence pour les arts plastiques car elle s'applique aussi à tracer à la craie des croix de Lorraine sur les façades des hôtels réquisitionnés par les Allemands. « Très vite, on a reçu des journaux clandestins dans notre boîte aux lettres. Je me suis alors dit que ce que nous faisons n'était que des brouilles et qu'il devait exister des choses plus sérieuses. Je me suis mise à chercher sans pouvoir en parler par peur d'être dénoncée », confiait Odile de Vasselot de Régné à la revue du ministère des Armées, les *Chemins de la mémoire*. Ne pas pouvoir parler, c'est aussi mentir à sa mère : « Elle ne m'aurait jamais laissé faire une chose pareille ! Elle avait bien quelques soupçons, mais croyait surtout que je filais un mauvais coton en côtoyant des garçons », s'amuse-t-elle, à l'âge de regarder sa vie dans le rétroviseur.

UNE PARTIE DE SA FAMILLE BASCULE DANS LE PÉTAINISME

Née en 1922, elle est l'enfant d'une famille de militaires, grandit entre les garnisons de Dijon et de Metz, puis reçoit une éducation qui sied à son rang auprès des jésuites. Tout juste bachelière, elle passe ses vacances au sein du château familial du Poitou lorsque la guerre éclate. Branle-bas de combat, l'armée française est défaite

en juin 1940, son père est fait prisonnier de guerre à Nuremberg et c'est depuis l'appartement parisien, qu'elle a regagné avec sa mère et ses sœurs, qu'elle entend l'appel du 18 juin. « Je crois que je suis immédiatement devenue gaulliste », plaide-t-elle des décennies plus tard. Divisée, une partie de sa famille bascule aisément dans le pétainisme. La capitale se règle sur l'heure du Reich, « des croix gammées dessinées sur les murs des rues de Paris, de la musique allemande, aussi, jouée sur les Champs-Élysées », se souvient-elle. C'est sur la même avenue, le 11 novembre 1940, qu'elle participe justement au rassemblement des étudiants interdit par les nazis.

Alors, à force de chercher, Odile de Vasselot de Régné trouve. Rendez-vous est fixé par un inconnu devant la salle

Pleyel. Une certaine madame Poirier, assez « sophistiquée », lui confie le rôle d'agent de liaison pour un réseau belge. Odile sera désormais « Danielle ».

« POUR FAIRE DISPARAÎTRE CES PAPIERS COMPROMETTANTS, JE LES AI MANGÉS »

Tous les vendredis, à 20 heures, elle prend le train de nuit pour Toulouse avec un paquet, celui du courrier descendant. Elle ne le saura qu'après la guerre. « Je me rendais dans un restaurant. Je demandais la serveuse Rolande. Je posais le paquet sur la chaise à côté de moi. Elle m'apportait un autre paquet, le « courrier remontant ». Je le mettais dans ma valise, bien caché. Je reprenais le train le samedi soir et rentrais le dimanche matin à Paris. J'avais ensuite rendez-vous avec le réseau en face de l'église Saint-Philippe-du-Roule ».

Le réseau finit par être découvert, la jeune Odile change d'identité. C'est désormais sous le nom d'emprunt de « Jeanne » qu'elle convoie régulièrement des aviateurs alliés en train pour le compte du réseau Comète, qui agit entre l'Espagne, la France et la Belgique. Entre juillet 1941 et juin 1944, 800 pilotes utiliseront cette voie pour passer les frontières. Le 4 janvier 1944, dans un express entre Bruxelles et Paris, la Gestapo effectue un contrôle d'identité alors qu'Odile de Vasselot de Régné accompagne deux Anglais. « Présentez vos cartes d'identité, s'il vous plaît ! » Elle présente ses papiers mais la jeune femme blonde aux yeux bleus n'inquiète pas les séides nazis outre mesure. Les deux boys les intéressent un peu plus. Ils ne comprennent pas les questions, leur chemin s'arrête en gare d'Arras. Ils sont désormais prisonniers de guerre. « J'avais encore les annexes de leurs billets dans ma poche. Pour faire disparaître ces papiers compromettants, je les ai mangés », témoigne-t-elle dans le *Figaro*.

Officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, Odile de Vasselot de Régné entame réellement ses études supérieures à la Libération et obtient une licence d'histoire avant d'enseigner dans le secondaire à Neuilly puis de créer le lycée Sainte-Marie à Abidjan, où elle vivra durant trente ans. De retour en France, elle témoigne dans les écoles avec un message à la jeunesse : « Avoir l'esprit à ne pas baisser les bras devant l'intolérable. » ■

LINA SANKARI

Demain : Auguste et Simone Gillot
Retrouvez les épisodes précédents
sur www.humanite.fr